République Française
Département de l'Hérault
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VALLÉE DE L'HÉRAULT

~~~~~~

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE - Réunion du : lundi 18 novembre 2024

~~~~~~

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2025

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault s'est réuni ce jour, lundi 18 novembre 2024 à 17h00 en Salle du Conseil Communautaire, sous la présidence de Monsieur Jean-François SOTO, Président de la communauté de communes. La convocation a été adressée le 7 novembre 2024.

Étaient présents ou représentés	M. Jean-François SOTO, M. Philippe SALASC, Mme Nicole MORERE, M. Ronny PONCE, M. Pierre AMALOU, M. Olivier SERVEL, M. Jean-Claude CROS, Mme Josette CUTANDA, Mme Véronique NEIL, M. Xavier PEYRAUD, M. Robert SIEGEL, M. Pascal DELIEUZE, Mme Jocelyne KUZNIAK, M. David CABLAT, M. Jean-Pierre GABAUDAN, Mme Roxane MARC, M. Yannick VERNIERES, Mme Chantal DUMAS, Mme Christine SANCHEZ, M. Yves GUIRAUD, Mme Monique GIBERT, Mme Marie-Françoise NACHEZ, M. José MARTINEZ, M. Jean-Marc ISURE, Mme Martine LABEUR, Mme Marie-Hélène SANCHEZ, M. Philippe LASSALVY, M. Marcel CHRISTOL, M. Christian VILOING, M. Thibaut BARRAL, Mme Valérie BOUYSSOU, Mme Marie-Agnès SIBERTIN-BLANC, Mme Martine BONNET, M. Jean-Luc DARMANIN, M. Jean-Pierre BERTOLINI, Mme Florence QUINONERO - M. Jean-Louis RANDON suppléant de M. Bernard GOUZIN, M. Bernard CAUMEIL suppléant de M. Daniel REQUIRAND.
Procurations	Mme Christine DEBEAUCE à Mme Marie-Hélène SANCHEZ, M. Jean-Pierre PUGENS à M. Jean-Pierre BERTOLINI, M. Anthony GARCIA à Mme Valérie BOUYSSOU, Mme Béatrice FERNANDO à Mme Martine BONNET, M. Henry MARTINEZ à M. Yannick VERNIERES, M. Claude CARCELLER à M. David CABLAT, M. Daniel JAUDON à M. Pascal DELIEUZE.
Excusés	M. Gregory BRO.
Absents	M. Nicolas ROUSSARD, M. Laurent ILLUMINATI.

Quorum : *25* Secrétaire de séance : *Marie-Hélène SANCHEZ*	Présents : 38	Votants : 45	Pour : 45 Contre : 0 Abstention : 0 Ne prend pas part : 0

Agissant conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L 5214-1 et suivants et L 5211-6 alinéa 1.
Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur.
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-36 et L.2312-1 et D2312-3 ;
VU le décret 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire ;
VU la délibération du Conseil communautaire en date du 18 novembre 2024 relative à la présentation du Rapport Annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et plan d'actions associé ;

CONSIDERANT que le débat d'orientation budgétaire (DOB) représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités car il participe à l'information des élus en initiant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité préalablement au vote du budget primitif de l'exercice à venir,
CONSIDERANT que ce DOB prend appui sur le Rapport d'Orientation Budgétaire préalablement rédigé par la collectivité et présentant :

- Les orientations budgétaires envisagées par la collectivité pour 2025
- Les engagements pluriannuels prévus : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- La structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget 2025
- L'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault,
APRES EN AVOIR DELIBERE,
Le quorum étant atteint

DÉCIDE

à l'unanimité des suffrages exprimés,

- de prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2025 préalable au vote du budget primitif 2025 ;
- d'approuver en conséquence le Rapport d'Orientation Budgétaire 2025 ci-annexé.

Transmission au Représentant de l'État
N° 3645
Publication le 19/11/2024
DÉLIBÉRATION CERTIFIÉE EXÉCUTOIRE
Gignac, le 19/11/2024
Identifiant de l'acte : 034-243400694-20241118-19358-DE-1-1
Auteur de l'acte : Jean-François SOTO, Président de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault

Le Président de la communauté de communes



Jean-François SOTO

Secrétaire de séance



Marie-Hélène SANCHEZ

République Française

VALLÉE DE L'HÉRAULT
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Rapport d'orientation budgétaire 2025

18 novembre 2024

Contact :

Christophe KUBIAK – Finances-Marchés

04 67 57 04 50

SOMMAIRE

I. PREAMBULE .....
II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES.....
III. PROJET LOI DE FINANCES POUR 2025.....
IV. GRANDES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025 (budget principal)
V. STRUCTURE ET EVOLUTION DES EFFECTIFS .....
VI. PROSPECTIVE FINANCIERE (budget principal) .....
VII. LES INVESTISSEMENTS PREVUS SUR 2025 (budget principal).....
VIII. LES BUDGETS ANNEXE IMMEUBLES DE RAPPORT ET ZAE
IX. LES BUDGETS ANNEXES EAU, ASSAINISSEMENT, GEMAPI
X. BILAN DU SCHEMA DE MUTUALISATION 2023.....

I. PREAMBULE

Le débat d'orientation budgétaire est une étape essentielle dans la gouvernance des institutions politiques. Il a pour objectif de permettre à l'organe délibérant sur la base des informations qu'il contient, d'exercer de manière effective son pouvoir de décision à l'occasion du vote du Budget. Il répond d'abord à une obligation réglementaire mais constitue avant tout un moment important de la vie démocratique locale durant lequel l'ensemble des conseillers communautaires peuvent, au travers des orientations budgétaires proposées, échanger et faire valoir leur vision de l'action publique.
En effet, le vote du budget consacre, sous le prisme des finances publiques, les principales orientations du mandat et les modalités de mise en œuvre des politiques publiques qui en découlent.

Le débat d'orientation budgétaire s'appuie sur le présent rapport qui présente :

- **Le contexte économique et législatif dans lequel va s'inscrire le vote du budget de notre EPCI** : cela comprend les prévisions économiques et les principales dispositions du projet de loi de finances pour 2024. Le cadre budgétaire fixé aux collectivités dans la loi de finances est en effet lié aux perspectives d'évolution des finances publiques, elles-mêmes dépendantes des prévisions économiques. Ces éléments de contexte sont par ailleurs importants localement pour les collectivités et le territoire car ils peuvent influer sur :

  - L'évolution des taux d'intérêt et donc des charges financières pour l'EPCI ;
  - Le dynamisme économique local et de ce fait le dynamisme des produits de fiscalité ;

- **Les grandes orientations budgétaires proposées pour la Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault en 2025** en fonctionnement et en investissement : par la présentation des choix en terme de fiscalité et d'évolution des dépenses de fonctionnement et le volume envisagé pour les dépenses d'équipement.

- **Des éléments de prospective financière et des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée** : cela doit permettre au conseil communautaire de mesurer les perspectives et capacités financières de la collectivité dans une perspective pluri annuelle.

- **Des informations relatives aux ressources humaines** de la CCVH et notamment la structure des effectifs, le temps de travail, le niveau de masse salariale.

- **Les principaux projets et actions prévus en 2025** et qui pourront être mis en œuvre à travers les orientations budgétaires proposées.

- **Le bilan du schéma de mutualisation 2024** dont la continuité en 2025 aura aussi des incidences sur la présentation budgétaire.

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Environnement économique international

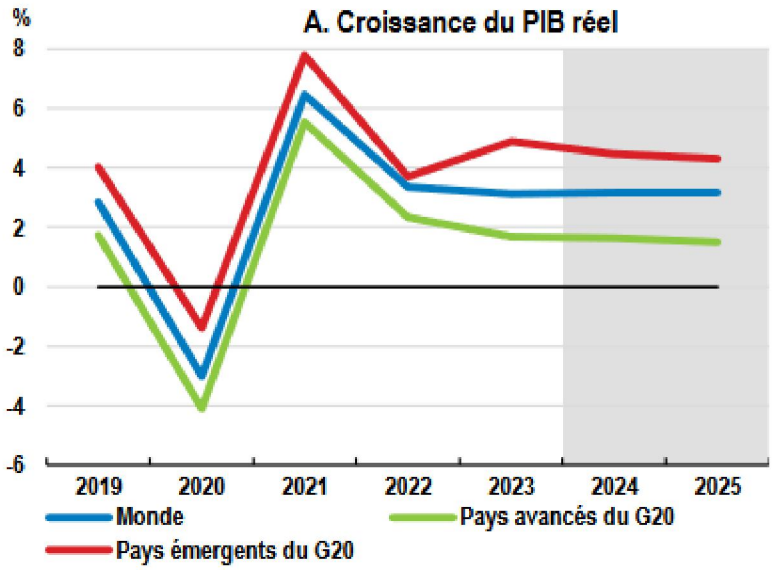
Projections de croissance du PIB réel pour 2024 et 2025

ESTIMATION ET PREVISION ANNUELLES							
***PIB réel (%)*²**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Monde	**2,6**	**-3,4**	**5,8**	**3,3**	**2,2**	**3,2**	**3,2**
Economies avancées (G20)			6,2	3,1	2,2	3,2	3,1
Etats-unis	2,3	- 3,4	5,6	2,1	0,5	2,6	1,6
France	1,9	- 7,7	6,4	2,5	0,8	1,1	1,2
Allemagne		-4,1	2,6	1,9	0	0,1	1
Zone euro	**1,6**	**- 6,4**	**5,2**	**3,4**	**0,6**	**0,7**	**1,3**
Japon	– 0,2	- 4,5	1,7	1,0	1,8	-0,1	1,4

source : OCDE, septembre 2024

La croissance économique mondiale devrait se stabiliser

Au cours de la période considérée, la croissance mondiale devrait se stabiliser à 3.2 % en 2024 comme en 2025, ce qui correspond peu ou prou au rythme moyen observé au premier semestre de cette année. La croissance a été vigoureuse aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et en Espagne. La demande intérieure a stimulé l'activité au Brésil, en Inde et en Indonésie.



Selon les analystes de l'OCDE, L'effet retardé sur la croissance du resserrement des politiques monétaires dans les économies avancées a commencé à s'atténuer, et la poursuite de l'assouplissement des politiques monétaires parallèlement au recul de l'inflation soutiendra les dépenses sensibles aux taux d'intérêt en 2025. Par ailleurs, la diminution de l'inflation donnera un élan supplémentaire à la croissance des revenus réels et tirera vers le haut la consommation privée dans de nombreuses économies.

Aux États-Unis et au Canada, la croissance devrait ralentir au cours des trimestres à venir, par Rapport au rythme soutenu observé au premier semestre de 2024. Néanmoins, l'assouplissement de la politique monétaire devrait permettre une croissance plus élevée jusqu'à la fin du second semestre de l'année prochaine. En rythme annuel, la croissance du PIB réel devrait s'établir à 2.6 % en 2024 puis à 1.6 % en 2025 aux États-Unis, et à 1.1 % cette année puis à 1.8 % l'année prochaine au Canada.

L'Europe bénéficiera également de réductions des taux directeurs et de la poursuite du redressement des revenus réels, si bien que la croissance de la zone euro devrait s'établir à 0.7 % en 2024 et à 1.3 % en 2025, tandis que le PIB du Royaume-Uni devrait augmenter de 1.1 % en 2024 et de 1.2 % en 2025. Au Japon, l'atonie de l'activité constatée au premier trimestre réduit la projection de croissance annuelle en 2024 à -0.1 %, mais la vigueur des gains de salaire réel devrait compenser l'effet du resserrement des politiques macroéconomiques, si bien que la production devrait augmenter de 1.4 % en 2025. La croissance devrait être stable en Corée, pour s'établir à 2.5 % cette année et à 2.2 % en 2025, les exportations bénéficiant de la vigueur persistante de la demande mondiale de semi-conducteurs. En Australie, la croissance devrait s'accélérer et passer de 1.1 % cette année à 1.8 % en 2025, la consommation des ménages étant soutenue par le redressement du revenu disponible réel.

L'inflation globale diminue tout comme l'inflation sous-jacente

L'inflation mesurée par les prix à la consommation dans les pays du G20 devrait diminuer sensiblement, grâce à la baisse des prix des matières premières et à la modération de l'inflation dans le secteur des services, parallèlement à l'atténuation des tensions sur le coût du travail.

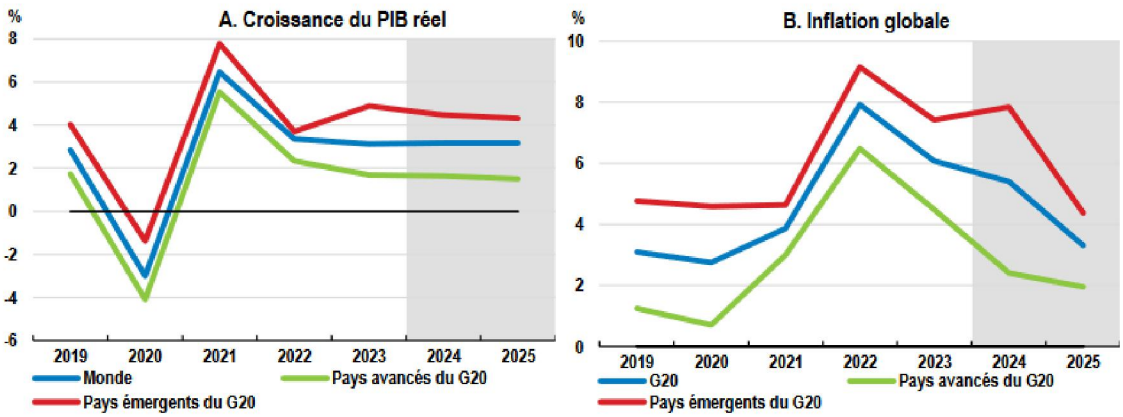
L'inflation globale dans les économies du G20 devrait passer de 6.1 % en 2023 à 5.4 % en 2024, puis à 3.3 % en 2025. L'inflation sous-jacente devrait diminuer dans les économies avancées du G20 et correspondre aux objectifs visés par les banques centrales dans la plupart des pays du G20 d'ici la fin de l'année prochaine, passant de 4.2 % en 2023 à 2.7 % en 2024, puis à 2.1 % en 2025.

INFLATION GLOBALE (%)	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
France	5,91	5,7	2,89	2,2
Allemagne	8,67	6	2,4	2,2
Zone Euro	**8,39**	**5,4**	**2,96**	**2,2**
Etas unis	6,26	3,7	2,61	2

Source : OCDE, septembre 2024

INFLATION SOUS JACENTE (%)	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
France	3,43	4	2,85	1,9
Allemagne	3,94	5,1	3,4	2
Zone Euro	**3,95**	**4,9**	**3,14**	**2,1**
Etas unis	5,02	4,1	2,66	1,8

Largement attribuable à la forte chute des prix de l'énergie depuis la fin de 2022 jusqu'à la mi-2023, le reflux de l'inflation globale a été légèrement plus rapide qu'on ne s'y attendait.



Données OCDE : publication septembre 2024

Risques et enjeux

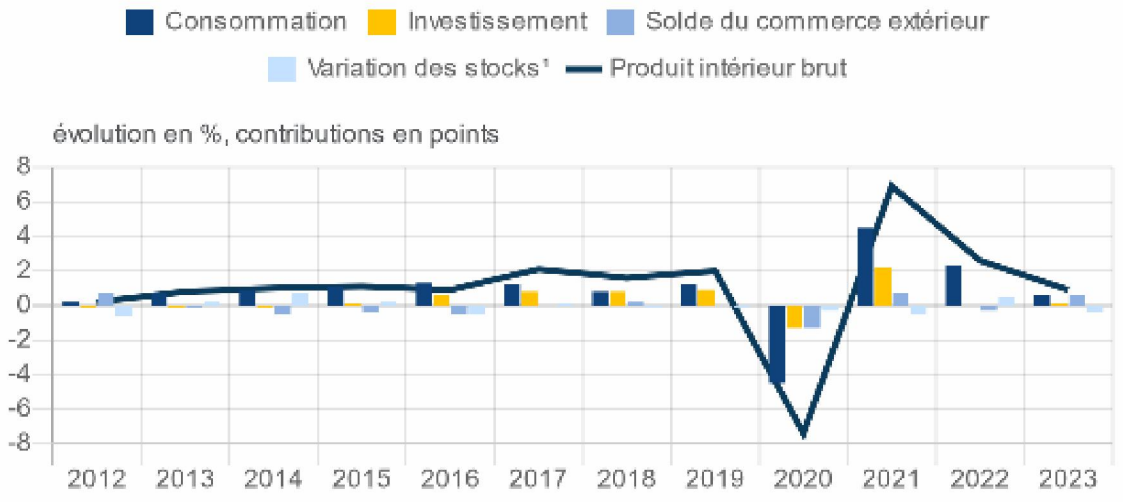
Les projections font ressortir des perspectives relativement favorables, caractérisées par une croissance régulière ou qui se renforce et une modération de l'inflation. D'importants risques à la baisse subsistent néanmoins, reflétant l'incertitude qui entoure les conflits géopolitiques en cours, le rythme auquel l'inflation va diminuer et les effets persistants du niveau toujours élevé des taux d'intérêt réels. Parmi les sources potentielles de persistance de l'inflation figurent les répercussions de la poursuite de l'augmentation des coûts de main-d'œuvre, de l'ampleur des marges dans certains secteurs, de coûts de transport maritime demeurant élevés, et de nouvelles tensions géopolitiques ou commerciales faisant augmenter le coût des biens importés. Une désinflation plus lente que prévu pourrait aussi tirer de nouveau vers le haut les anticipations d'inflation des ménages et des entreprises. Un autre risque à la baisse important réside dans l'éventualité d'un ralentissement de la croissance plus marqué qu'attendu dans de nombreux pays, en raison de la réduction des tensions sur le marché du travail. Des taux d'emprunt continuent d'être renégociés, et des dettes émises à des taux d'intérêt très bas arrivent à échéance et sont refinancées par de nouveaux prêts contractés par les ménages et les entreprises. Environ 30 % de l'encours de la dette des entreprises doit arriver à échéance d'ici à 2026 dans les économies avancées, et cette proportion est encore plus élevée dans les économies de marché émergentes. Dans de nombreuses économies avancées, les défaillances d'entreprises ont également atteint des niveaux nettement supérieurs à ceux observés avant la pandémie.

Des évolutions inattendues concernant le rythme de la croissance économique ou l'inflation pourraient provoquer des corrections déstabilisantes sur les marchés financiers. Le bref épisode de volatilité observé sur les marchés financiers au début du mois d'août a été en partie déclenché par le sentiment d'une dégradation des indicateurs économiques aux États-Unis, et par l'évolution des anticipations du marché concernant les taux d'intérêt directeurs et les écarts de rendement par rapport à d'autres économies, notamment au Japon (graphique 9, partie B). De nouveaux écarts par rapport à la trajectoire attendue de désinflation sans heurts pourraient conduire les marchés financiers à réévaluer le rythme probable de l'assouplissement des politiques monétaires, ce qui aurait des répercussions sur les primes de risque et d'échéance, et pourrait mettre au jour des vulnérabilités dans certains secteurs financiers. Les conséquences financières pourraient être particulièrement marquées dans un contexte de fort endettement : le niveau de la dette totale mesuré en proportion du PIB est aujourd'hui nettement plus élevé qu'au cours des années 2010 ou de toute autre décennie antérieure, tant dans les économies avancées que dans les économies de marché émergentes. Des refinancements importants de la dette à court terme sont également en cours sur certains marchés particulièrement vulnérables, tels que dans l'immobilier commercial.

Environnement économique national

En 2023 le produit intérieur brut progresse de 0,9% en volume contre 2,6% en 2022, la récession économique a été évitée mais car la croissance est meilleure que prévue en France. En moyenne annuelle, les prix à la consommation ralentissent en 2023, l'inflation annuelle s'élève à +4,9% après 5,2% en 2022.
Le recul de l'inflation se confirme et serait amplifié par la baisse des prix de l'énergie.

Contributions des principaux agrégats à la croissance du produit intérieur brut

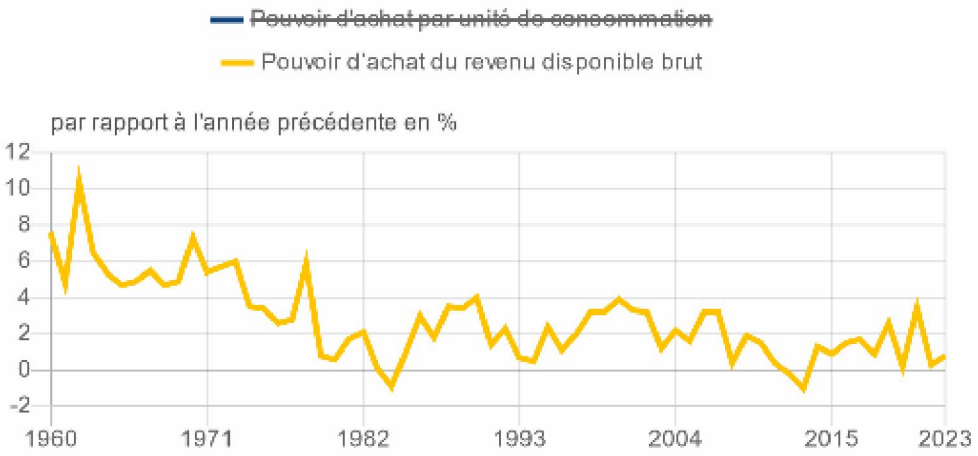


Selon la banque de France, en 2024, la croissance atteindrait ainsi + 1,1 % en moyenne annuelle et serait surtout tirée par le commerce extérieur, mais freinée par des phénomènes de déstockage en lien notamment avec l'atténuation des difficultés d'approvisionnement. La consommation resterait en effet atone, en dépit des gains de pouvoir d'achat des revenus salariaux. En 2025, la hausse du PIB se maintiendrait à un rythme similaire en moyenne annuelle, mais la consommation des ménages prendrait le relais, les gains de pouvoir d'achat étant davantage soutenus par les salaires réels et étant alors progressivement moins épargnés. En 2026, elle serait renforcée par la reprise de l'investissement privé sous l'effet de la détente passée des taux d'intérêt.

Au total, la prévision de croissance sur l'ensemble de l'année 2025 serait au niveau de celle de 2024 (+/- 1%).

L'évolution du revenu et du pouvoir d'achat des ménages : en 2023, le pouvoir d'achat du revenu disponible augmente de 0,8 %. Cette évolution, mesurée sur l'ensemble des ménages, inclut l'effet de la croissance de la population. Ramené au niveau individuel, le pouvoir d'achat par unité de consommation augmente de 0,3 %. En 2023, le taux d'épargne atteint 16,9 % du revenu disponible brut.

Évolution du revenu disponible brut et du pouvoir d'achat



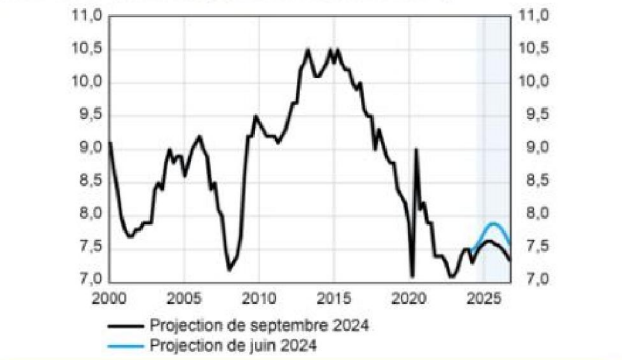
Le chômage : les salaires nominaux sont désormais plus dynamiques que les prix.

Les salaires par tête augmentent désormais plus rapidement que les prix (+ 2,7 % au deuxième trimestre 2024 en glissement annuel, dans les branches marchandes, contre + 2,5 % pour les prix), une tendance qui se poursuivrait en prévision. Ils ont cependant ralenti au premier semestre 2024 davantage que dans nos projections de juin, ce qui conduit à réviser leur croissance moyenne en 2024 de – 0,4 point de pourcentage.

La banque de France estime que l'emploi devrait être plus dynamique, et le chômage plus faible. Le rattrapage partiel des pertes de productivité passées devrait en effet être moindre, celles- ci étant plus limitées dans les comptes nationaux révisés en base 2020. Cette révision à la hausse de l'emploi compense la surprise à la baisse sur les salaires, si bien que la masse salariale réelle est peu révisée sur la période 2024-2026.

Graphique 6 : Taux de chômage

(au sens du BIT, en % de la population active, France entière)



Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2024, projections Banque de France sur fond bleuté.

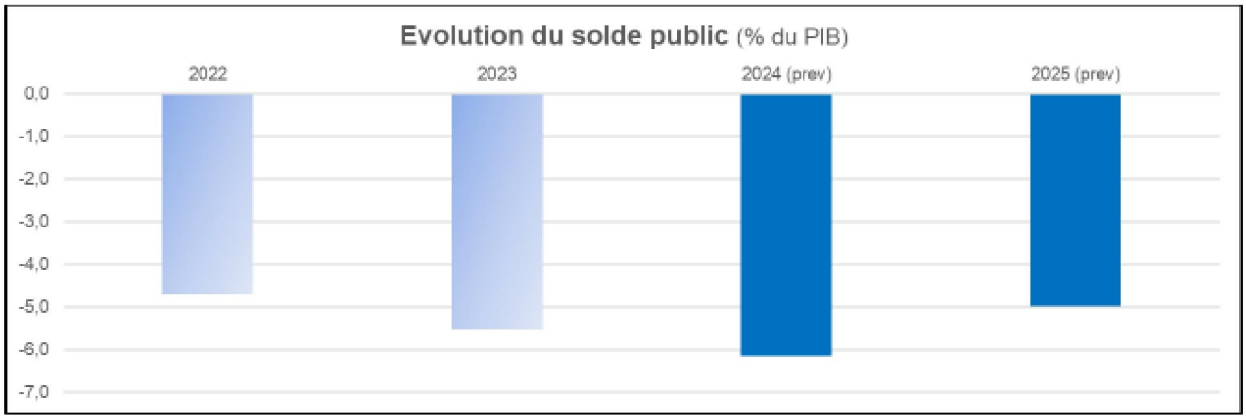
III. PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2025

Hypothèse retenue par le gouvernement pour la construction du budget 2025

Croissance : +1,1% (conforme aux prévisions BDF et OCDE)
Inflation : + 1,8% (conforme aux prévisions BDF et OCDE)
Recettes de l'Etat : + 32 Md€
Dépenses de l'Etat : - 20 Md€
Déficit public : - 135,6 Md€ (-5% du PIB)
Dette : 114,7% du PIB

Présentation du solde général du budget de l'Etat (déficit public)

Au total, après avoir atteint un niveau inédit de 9,0 % du PIB en 2020il s'élève à 6,5% en 2021, puis 4,8% en 2022, 5,5% en 2023 et devrait s'établir à 6,1% en 2024. L'objectif pour 2025 est de 5%.



Bien qu'en recul par rapport au point haut de 2020 (60,7 % du PIB), la dépense publique s'est établie en 2021 à 58,4 % du PIB compte tenu de la mobilisation toujours forte des finances publiques pour répondre à la crise sanitaire et aux conséquences de la guerre en Ukraine. Après s'être établi à 57,7 % du PIB en 2022, le ratio de dépense publique hors crédits d'impôt s'élèverait à 56,4 % du PIB en 2023 et 56,8 % en 2024. La cible pour 2025 est de 56,4%...

En milliards d'euros, comptabilité nationale	Exécution 2023	Révisé 2024	Cible 2025
Solde des administrations publiques (en % de PIB)	**-5,5**	**-6,1**	**-5,0**
Solde structurel des administrations publiques (en % du PIB potentiel)	**-5,1**	**-5,7**	**-4,6**
Ajustement structurel	-0,6	-0,6	1,1
Dette publique (en % de PIB)	**109,9**	**112,9**	**114,7**
Taux de prélèvements obligatoires nets des crédits d'impôt (en % de PIB)	**43,2**	**42,8**	**43,6**
Dépenses publiques hors crédits d'impôt (% de PIB)	**56,4**	**56,8**	**56,4**
IPC hors tabac (%)	4,8	2,0	1,8
Croissance du PIB en volume (%)	1,1	1,1	1,1

Le taux d'endettement public français ralenti mais se stabilise, à un niveau durablement plus élevé que la moyenne de la zone euro.

Selon l'OFCE, après une diminution en 2023 à 110,6 % du PIB (contre 111,9 % en 2022), la dette publique, au sens de Maastricht, augmenterait à nouveau en 2024. La baisse, en points de PIB, de 2023 s'explique par un déficit de 5,5 % du PIB, qui malgré son niveau plus élevé que prévu, reste inférieur à celui qui stabilise la dette (égal à 7 % du PIB en 2023), en raison d'une croissance du PIB nominal élevée (6,3 %) due à l'inflation. En 2024 et 2025, malgré un déficit public en retrait, la dette publique augmenterait à nouveau pour s'établir à 111,9 % du PIB en 2024 et 112,8 % en 2025. En raison du retrait de l'inflation, le déficit stabilisant la dette se réduit à 4 % du PIB en 2024 et 3,6 % du PIB en 2025 avec la baisse de la croissance nominale (3,6 % en 2024 et 3,2 % en 2025).

Ainsi, la baisse de la dette publique, en points de PIB, sur la période 2020-2023 – conséquence de la forte croissance nominale bien que liée à des évolutions erratiques de l'économie – serait interrompue avec un retour à une situation de croissance modeste et de hausse des prix du PIB plus faible.il faut s'attendre à une stabilisation du ratio de dette publique autour de 110 % du PIB. Ce ratio pour la France resterait ainsi durablement plus élevé que celui de la moyenne de la zone euro, qui, lui, baisserait d'environ 3 points de PIB entre 2022 et 2025, pour se situer à 88,5 % en 2025. L'écart de ratios d'endettement public entre la France et la moyenne de la zone euro passerait d'environ 15 points de PIB avant la crise Covid à plus de 20 points à l'horizon de la prévision.

Tableau 8. Évolution des finances publiques

En pts de PIB	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Solde public (= a + b + c + d + e)	-2,4	-8,9	-6,6	-4,8	-5,5	-5,0	-4,4
Solde public primaire (hors mesures temporaires et effet d'activité) (a)	-1,0	-1,2	-2,1	-2,2	-2,2	-1,7	-1,0
Charges d'intérêts (d)	-1,4	-1,3	-1,4	-2,0	-1,8	-2,1	-2,3
Mesures d'urgence / relance / énergie / inflation (b)	0,0	-3,1	-3,5	-2,6	-1,6	-0,7	-0,3
Effet d'activité (y compris effet d'élasticité) (c)	0,0	-3,3	-0,2	1,6	-0,1	-0,7	-0,7
Fonds du plan de relance européen (e)		0,5	0,4	0,2	0,2	0,1	0,0
Dette publique	**97,9**	**114,9**	**113,0**	**111,9**	**110,6**	**111,9**	**112,8**

Insee, PLF 2024, Cour des comptes, prévisions OFCE.

Evolution du solde général du budget de l'Etat

En 2025, le solde budgétaire s'établirait à – 142,1 Md€, en amélioration par rapport à la prévision pour 2024 (+60Md€).

L'amélioration du solde en 2025 s'explique par une augmentation des recettes fiscales nettes (+20 Md€), et une diminution des dépenses nettes (-40 Md€) essentiellement portée sur le reversement de TVA par l'Etat aux collectivité dans une conjoncture économique plus favorable d'inflation, de prix de l'énergie et de croissance.

(milliards d'euros, comptabilité budgétaire)	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	LFI 2024	PLF2025
Dépenses nettes	**383**	**386**	**392**	**443,4**	**488,5**	**505,4**	**516,2**	**512,5**	**518,8**
dont dépenses du budget général	323	325	330	377,7	418,8	438,2	336,1	335	336,7
dont prélèvements sur au profit des collectivités Territoriales	43,8	40,3	40,9	42	43,4	43	44,3	45,1	44,2
dont prélèvement sur recettes recettes au profit de l'Union européenne	16,4	20,6	21	23,7	26,4	24,2	23,9	21,6	23,3
Recettes nettes	**310**	**309**	**295**	**270,7**	**317**	**353,9**	**348**	**371,2**	**378,2**
dont impôt sur le revenu	73	73	71,7	74	78,7	89	88,6	93,4	93,8
dont impôt sur les sociétés	35,7	27,4	33,5	36,3	46,3	62,1	56,8	72	56,2
dont taxe intérieure sur les produits de consommation sur les produits énergétiques	10,1	12,1	11,3	6,9	18,3	18	16,8	15,4	16,5
dont taxe sur la valeur ajoutée	152	157	129	113,8	95,5	100,8	95,2	100,8	106,2
dont autres recettes fiscales	24,4	26,2	35,8	25	56,9	53,4	65,5	66,9	74,8
dont recettes non fiscales	13,8	13,9	14	14,8	21,3	23,9	25,1	22,7	20,5
Solde des budgets annexes	0,1	0,1	0,2	0	0	0	0,3	0,2	0,3
Solde des comptes spéciaux	5,5	0,8	4,1	-5,4	0,8	6,7	-5,1	-5,7	-1,7
SOLDE GÉNÉRAL	**-67,7**	**-76**	**-93**	**-178**	**-170,7**	**-152**	**-173**	**-146,9**	**-135,6**

Présentation du budget général de l'Etat

Dépenses de l'Etat

En CP en milliards d'euros	LFI 2024[1]	PLF 2025	CIBLE 2025
Crédits budgétaires[2]	340,1	336,7	331,7
Taxes et recettes affectées plafonnées	21,8	21,1	21,1
Budgets annexes[3] et comptes spéciaux relevant du périmètre des dépenses de l'État[4]	70,3	71,4	71,4
Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales	45,1	44,2	44,2
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	**21,6**	**23,3**	**23,3**
Retraitements des flux internes au budget de l'État	-6,0	-6,3	-6,3
Périmètre des dépenses de l'État	**492,9**	**490,4**	**485,4**
Charge de la dette[5]	52,2	54,9	54,9
Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19 (P369)	6,5	5,2	5,2

Présentation des recettes et dépenses budgétaires pour 2025 en une section de fonctionnement et une section d'investissement

I. Section de fonctionnement (en Md€)				
Charges	477,9		Produits	477,9
Dépenses de fonctionnement	67,8		Produits de gestion courante (recettes non fiscales)	19,4
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	32,5			
Subventions pour charges de services publics	35,3			
Charges de personnel	157,1		Impôts et taxes (recettes fiscales)	353,2
Rémunérations d'activité	90,7			
Cotisations et contributions sociales	65,1			
Prestations sociales et allocations diverses	1,3			
Autres charges de gestion courante	137,4		Autres produits courants	-1,4
Pouvoirs publics	1,2		Solde des budgets annexes et comptes spéciaux	-1,4
Interventions	135,3			
Appels en garantie	1,0			
Charges financières : charge nette de la dette	54,9		Produits financiers	1,2
			Intérêt des prêts du Trésor	1,2
Charges exceptionnelles	-		Produits exceptionnels	-
Dotations aux amortissements et provisions	-		Reprise sur amortissements et provisions	-
Reversements sur recettes	60,7			
Prélèvement au profit de l'Union européenne	23,3			
Prélèvements au profit des collectivités territoriales (hors FCTVA)	37,3			
Bénéfice de la section de fonctionnement	-		Déficit de la section de fonctionnement	105,6
II. Section d'investissement (en Md€)				
Emplois	314,1		Ressources	314,1
Insuffisance d'autofinancement	105,6		Capacité d'autofinancement	-
Dépenses d'investissement	30,3		Cessions d'immobilisations financières	0,9
Dépenses d'opérations financières	183,0		Ressources de financement	313,2
Remboursements d'emprunts et autres charges de trésorerie	175,9		Émission de dette à moyen terme et long terme nettes des rachats	300,0
Opérations financières (CAS PFE)	0,9		Autres ressources de financement	13,2
Opérations financières (hors CAS PFE)	6,2			
Neutralisation des opérations sans impact en trésorerie	-4,8			
Solde général				-142,1

Crédits budgétaires des missions du budget général de l'Etat

Depuis la mise en œuvre de la Loi organique relative aux finances (LOLF), la présentation du budget de l'Etat est déclinée en « missions », lesquelles regroupent des programmes. En 2025, ces 33 missions représentent 336,7 Md€.

CP en milliards d'euros, hors contributions directe de l'Etat au CAS "pensions"	2017	2018	2019	2020	LFI 2021	LFI 2022	LFI 2023	LFI 2024	PLF 2025
Action extérieure de l'État	2,6	2,7	2,6	2,8	2,8	2,9	3,1	3,5	3,3
Administration générale et territoriale de l'Etat	3,3	3,1	3,2	3,1	3,5	3,8	3,5	3,8	4,1
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	3,8	2,9	2,7	2,6	2,8	3,2	3,6	4,5	4,2
Aide publique au développement	2,7	2,9	3	3,4	3,9	5,8	5,9	6,5	5,2
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	2,5	2,4	2,3	2,2	2,1	2,1	1,9	1,9	1,9
Audio visuel public								4	4
Cohésion des territoires	18,6	17,6	17,3	17,3	15,9	18	17,9	**23,5**	**23,8**
Conseil et contrôle de l'État	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Crédits non répartis	0	0	0	0	0,3	0,5	1,2	0,5	0,2
Culture	2,7	2,8	2,8	3	3	3,3	3,5	3,7	3,7
Défense	33,2	34,2	35,7	37,5	39,2	40,9	43,9	**47,2**	**50,5**
Direction de l'action du Gouvernement	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1	1
Écologie, développement et mobilité durables	16,2	17,4	17,7	19,2	19,2	24,9	35,7	**16,8**	**19,5**
Économie	1,7	1,6	1,6	2,7	2,5	5	7,7	4,1	3,7
Engagements financiers de l'État	0,6	0,6	0,3	0,4	2,8	3,8	61,2	**60,8**	**61,3**
Enseignement scolaire	50,6	51,8	52,5	53,4	54,9	56,5	60,3	**64,2**	**64,5**
Gestion des finances publiques	7,6	7,5	7,4	7,4	7,5	7,4	8	8,3	8,2
Immigration, asile et intégration	1,5	1,5	1,8	1,8	1,8	1,9	2	2,2	2
Investir pour la France de 2030	0	1,1	1,1	2,1	4	7	6,1	7,7	5,8
Justice	6,6	7	7,3	7,4	8,2	8,9	9,6	**10,1**	**10,2**
Médias, livre et industries culturelles	0,6	0,6	0,6	1,1	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7
Outre-mer	2,3	2,3	2,2	2,2	2,4	2,4	2,5	2,7	2,5
Plan de relance	0	0	0	0	21,8	13	4,4	1,4	0,2
Plan d'urgence face à la crise sanitaire	0	0	0	36,9	6	0,2	0		
Pouvoirs publics	1	1	1	1	1	1	1,1	1,1	1,2
Recherche et enseignement supérieur	26,4	27,1	27,3	28,2	28,2	29,3	30,6	**31,4**	**31,1**
Régimes sociaux et de retraite	6,3	6,4	6,2	6,2	6,2	6,1	6,2	6,2	6
Relations avec les collectivités territoriales	3,3	3,6	3,5	3,6	3,9	4,3	4,5	4	4,1
Santé	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3	3,4	2,7	1,6
Sécurités	12,5	12,8	13,3	13,8	13,9	14,7	16,1	**16,7**	**17,3**
Solidarité, insertion et égalité des chances	19,2	19,9	24,7	28,5	26,1	27,6	29,4	**29,8**	**30,4**
Sport, jeunesse et vie associative	0,9	1	1,1	1,2	1,3	1,9	1,8	1,8	1,5
Transformation et fonction publiques	0,2	0,2	0,3	0,3	0,7	0,8	1,1	1,1	0,8
Travail et emploi	16,2	13,9	12,7	12,9	13,4	24	20,7	**23,7**	**21,4**

Principales dispositions du PLF 2025 intéressant les collectivités territoriales :

Ce PLF est construit en sollicitant un effort financier des collectivités territoriales au budget de l'Etat de 6,5 Md€ dans un contexte de dégradations des finances publiques et de tensions internationales graves.

D'une manière générale, les orientations en matière de finances locales inscrites dans le projet de loi de finances pour 2025 sont fondées sur des hypothèses réalistes (+1% de croissance) et de réduction du déficit public de 60 Md€ avec 1/3 de hausse de fiscalité et 2/3 d'économie budgétaires.

Loi de Programmation des Finances Publiques

Les LPFP sont des lois ordinaires fixant une trajectoire d'évolution de l'ensemble des finances publiques (et non seulement celle de l'Etat) – art 3 de la constitution. Elles s'inscrivent dans une démarche pluri annuelle (3 ans minimum) avec pour objectif de tendre à l'équilibre budgétaire. Ce projet de LPFP 2023-2027 rejeté en 1ere lecture par l'Assemblée le 25/10/2022 a été adopté le 29/09/2023 par application du 49.3.
Ce texte exigé par l'union Européenne concerne les collectivités locales, car il fixe le montant maximal des concours financiers de l'Etat aux collectivités pour la période 2023-2027 (art 13) et actualise l'objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités pour tenir compte de l'inflation (art 16). Les contrats de « confiance » n'ont pas été réintroduits…

	2023	2024	2025	2026	2027
Total des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales	53,15	53,31	53,89	54,37	54,57
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	6,70	7,00	7,30	7,50	7,40
Autres concours	46,45	46,31	46,59	46,87	47,17

Objectifs assignés aux collectivités locales (art 16 LPFP)

- Les collectivités locales doivent participer au redressement des comptes publics à travers une limitation de l'augmentation de leurs dépenses, équivalente à l'inflation sur l'Indices des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) hors tabac – 0,5%.
- A l'occasion du DOB chaque collectivité présente son objectif concernant l'évolution de ses Dépenses (DRF) exprimées en valeur (Budget principal et budgets annexes)

A noter : pas de sanction en cas de dépassement des objectifs

Projet de Loi de Finances 2025

Report de 3 ans de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (art 15 PLF) :

Les taux d'imposition à la CVAE sont ainsi maintenus pour les années 2025 à 2027 à leur niveau de 2024, soit, pour le taux maximal, 0,28 %. Ce taux sera ensuite abaissé à 0,19 % en 2028, 0,09 % en 2029, et la CVAE sera totalement supprimée en 2030.
L'abaissement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée et l'évolution du taux de la taxe additionnelle à la CVAE affectée à CCI France sont reportés et ajustés en conséquence.

Evolution des concours financiers de l'Etat (art 29 PLF) :

S'agissant de la DGF, le projet de loi de finances pour 2025 pérennise les deux hausses successives de +320 M€ en 2023 et +320 M€ en 2024 par lesquelles l'État a pris majoritairement à sa charge la poursuite de la dynamique des dotations « péréquatrices » qui bénéficient aux collectivités les plus fragiles.
S'agissant des variables d'ajustement, mentionnées au II du présent article, elles permettront en 2025 de maîtriser la hausse des concours inclus dans le périmètre des dépenses de l'État. En 2025, le montant de la minoration atteint ainsi 487 M€. Ce montant revient à un niveau ante crise, conformément aux recommandations de la Cour des comptes.
Ce redéploiement de crédits au sein de l'enveloppe permet notamment de maîtriser le dynamisme des prélèvements sur les recettes de l'État et, en particulier, celui assurant la compensation d'exonérations fiscales.
Au titre du gage en 2025, les parts communale, intercommunale, régionale et départementale de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), ainsi que le Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), font l'objet d'une minoration. En revanche, les parts départementale et régionale de la dotation pour transfert des compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE-FDL ou DOT), de même que le prélèvement sur les recettes de l'État compensant aux autorités organisatrices de la mobilité la perte de recettes résultant de la réduction du champ des employeurs assujettis au versement transport (VT), sont reconduits à un montant identique à celui versé au titre de 2024.

Modulation des conditions d'attribution du fonds de compensation pour la valeur ajoutée (FCTVA) (art 30 PLF) :

Le dispositif procède à un abaissement du taux et exclut les dépenses de fonctionnement de l'assiette éligible.
L'objectif du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée est de soutenir l'investissement public local en compensant une partie de la taxe sur la valeur ajoutée payée sur les dépenses d'investissement des collectivités territoriales. L'assiette des dépenses éligibles a été élargie au-delà des dépenses d'investissement pour intégrer des dépenses de fonctionnement, notamment des dépenses d'entretien et d'informatique en nuage.
Le présent article propose de recentrer le fonds sur son objectif initial : le soutien à l'investissement. À cette fin, il prévoit de supprimer les exceptions que constituent l'intégration des dépenses d'entretien des bâtiments publics, de la voirie, des réseaux payés et des prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage pour revenir au régime commun historique du fonds.
En outre, par souci de maîtrise des dépenses publiques à la fois du champ État et du champ administrations publiques locales, le taux de compensation forfaitaire est fixé à 14,850 % (contre 16,404 % en 2024) pour les attributions versées à partir du 1er janvier 2025.

Stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales (art 31 PLF) :

Le présent article reconduit exceptionnellement pour l'exercice 2025 les montants de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) versés en 2024 aux collectivités locales qui en sont affectataires, en prenant pour valeur de référence la dynamique fiscale de l'année précédente, en lieu et place de celle de l'année en cours.
Par conséquent, cette mesure garantit la stabilité des transferts de TVA aux collectivités locales en 2025. Elle améliore également la prévisibilité des recettes : les régularisations en cours d'année, parfois tardives, ne seront donc pas nécessaires en 2025. Elle permet également une participation temporaire des collectivités locales à l'effort d'assainissement des comptes publics, avec une maîtrise de la dynamique de la fiscalité nationale partagée, au titre de la TVA, pour l'exercice 2025.
Le fonds de sauvegarde des départements n'est toutefois pas affecté par la mesure.

Evaluations des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales (art 32 PLF) :

Le présent article évalue les prélèvements sur les recettes de l'État (PSR) au profit des collectivités territoriales en 2025 à un montant de 44,189 Md€. L'évolution par rapport à 2024 s'explique principalement par :

• Une stabilité nominale de la dotation globale de fonctionnement versée par l'État au niveau de la loi de finances pour 2024, soit 27 245 M€ en constant, ce qui permet de pérenniser les deux augmentations de +320 M€ intervenue en loi de finances pour 2023 et +320 M€ en loi de finances pour 2024 ;

• Une baisse du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) de 258 M€ ;

• La dynamique des prélèvements sur recettes dits « fiscaux » à hauteur de +314 M€ en raison de l'effet-base lié à la revalorisation annuelle forfaitaire des bases et de la compensation de taxe foncière sur les propriétés bâties pour la construction de logements sociaux, introduite par l'article 177 de la loi de finances pour 2022, qui est désormais imputée sur le PSR au titre des compensations d'exonérations relatives à la fiscalité locale, en lieu et place d'un financement par le programme 135 « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » du ministère en charge du Logement ;

• La détermination du montant définitif du PSR de compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants soit +8,7 M€ ;

• Une minoration des variables d'ajustement à hauteur de -487 M€, laquelle permettra en 2025 de maîtriser la hausse des concours inclus dans le périmètre des dépenses de l'État (PDE) ;

• D'autres évolutions tendancielles à hauteur de -46 M€.

Cet article tire par ailleurs les conséquences de l'extinction, dans un contexte où les prix de l'énergie reviennent à la normale, de deux dispositifs de soutien exceptionnel aux collectivités territoriales créés lors de la crise de l'inflation et des prix de l'énergie :

• Prélèvement sur les recettes de l'État au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022 ;

Versements d'avances remboursables aux collectivités (Département et TOM) régies par les articles 73,74 et 76 de la constitution (art 35 PLF) :

Le présent article vise à instaurer un mécanisme d'avances remboursables pour les collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution. Le versement de ces avances est subordonné à la conclusion d'une convention avec les administrations concernées des ministères en charge des finances et de l'outre-mer voire des collectivités territoriales prévoyant les modalités de remboursement encadrées et, le cas échéant, un protocole d'accompagnement.

Ces avances permettront notamment d'aider par le versement de subventions des organismes gérant des services publics situés sur le territoire de ces collectivités et qui ne peuvent, en vertu des textes qui les régissent, recourir à l'emprunt.

Comme les avances du régime qui existait sous l'empire de l'article 34 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953 relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954, ces concours financiers de l'État sont retracés au sein du programme 832 désormais intitulé « Avances aux collectivités et établissements publics, à la Nouvelle-Calédonie et aux collectivités régies par l'article 74 de la Constitution », tel qu'établi par le II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006.

Il abroge également l'article 34 de la loi du 31 décembre 1953 dont la majeure partie des dispositions était devenue caduque après l'adoption de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (notamment son article 24).

IV. GRANDES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA COMMUNAUTE DE LA VALLEE DE L'HERAULT EN 2025 – BUDGET PRINCIPAL

Eléments de contexte

Du point de vue des éléments de contexte macro-économique l'hypothèse retenue dans le cadre de ce DOB sont ceux de la Banque de France également repris dans le cadre du projet de loi de finances 2025 en débat à l'assemblée.

Si la vigilance doit demeurer, la prospective réalisée permet de penser que la réalisation des grands chantiers du mandat pourra être tenue à condition de poursuivre nos efforts sur la maitrise de l'évolution des dépenses et l'optimisation des recettes, dans un contexte de plus en plus contraint.

Le travail entamé en 2022 sur la prospective financière et l'évolution de la situation financière de la collectivité et du programme pluriannuel d'investissement (PPI) a été actualisé. Il a été présenté dans le cadre du dialogue budgétaire 2025 qui s'est achevé en septembre et les premiers arbitrages politiques ont été fait le 22 octobre 2025.

A ce stade sur le seul budget principal, le volume des dépenses d'équipements s'élève à 8, 56 M€ (contre 10,2 au BP 2024) ce qui constitue un niveau soutenu d'investissement et nécessite un besoin de financement nouveau de 6,1 M€.

Le niveau optimal de dépenses d'équipements se situe entre 2 et 3 M€/an, cela impose donc une diminution des dépenses d'équipements au-delà de 2027.

Ce niveau exceptionnel pour un EPCI de cette strate de population est à mettre en perspective avec les investissements portés par les différents budgets annexes de la collectivité, lesquels concentrent une part importante des compétences portées par la Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault.

Ainsi, ce sont plus de 17 M€ qui seront investis sur le territoire cette année au travers les différents projets portés par la CCVH, que ce soit sur le budget principal ou les budgets annexes Gemapi, eau et assainissement ainsi que la compétence développement économique.

Dans les dépenses d'équipements sont compris les aides aux communes que ce soit au travers de fonds de concours directs ou versés aux acteurs du territoire.

La collectivité aura réalisé en 2023 plus de 17 M€ d'investissements au bénéfice des acteurs du territoire, dont 2,9 M€ d'aides aux communes sous formes de fonds de concours.

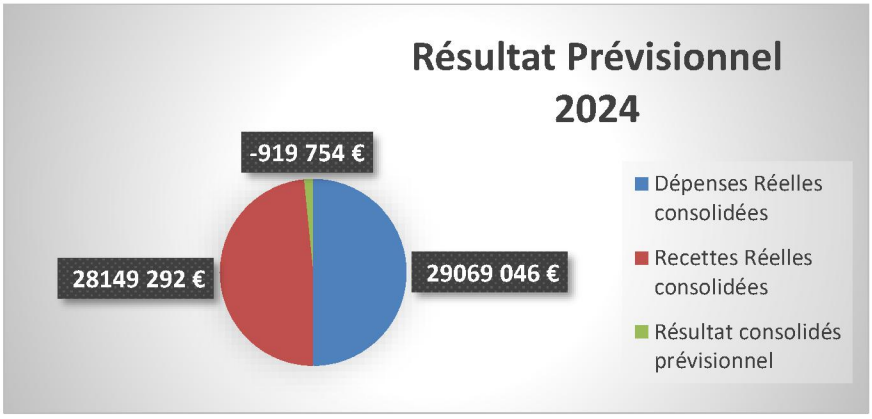
Les grandes masses budgétaires 2025 du budget principal

Dans les orientation budgétaires 2025, les équilibres sont réalisés sur les flux annuels en dépense et recettes sans prise en compte des résultats antérieurs qui ne seront pas intégrés par anticipation au moment du vote du budget primitif. Un budget supplémentaire devra donc être adopté après l'approbation des comptes financiers uniques 2024.

Résultat 2024 projeté (tous flux, en M€)

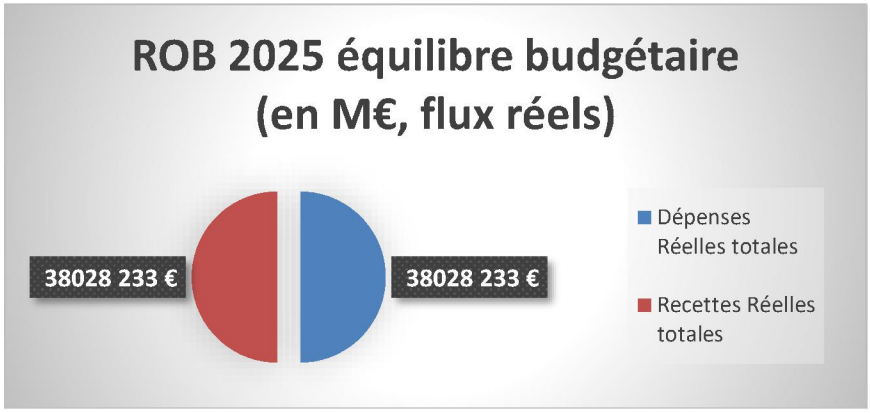
Le résultat de fonctionnement fin 2024 est évalué à un solde positif de + 1,3 M€, résultat qui viendra s'ajouter aux 10,56 M€ d'excédents antérieurs et permettra le financement des investissements ultérieurs du budget principal et des budgets annexes hors SPIC. Pour le budget principal, le niveau d'investissement 2024 représentent un volume estimé à 5,7 M€. Le résultat de la section d'investissement fin 2024 est évalué avec un solde négatif de 2,2 M€ dans l'attente du versement des subventions obtenues.

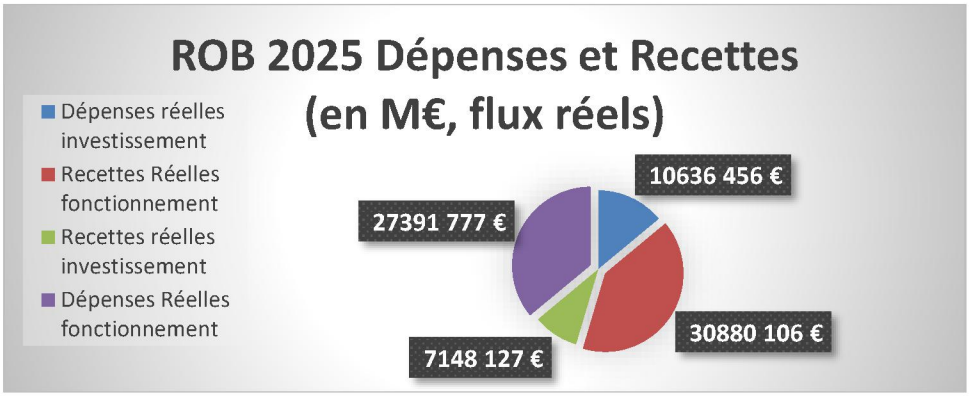
Par conséquent, le résultat consolidé 2024 devrait donc être de - 0,9 M€ hors reports antérieurs.



Le résultat de clôture avec les reports devrait donc être de +11,76 M€ pour la section de fonctionnement et de - 2.2 M€ pour la section d'investissement.

Les grandes masses budgétaires 2025 (flux réels, en M€)





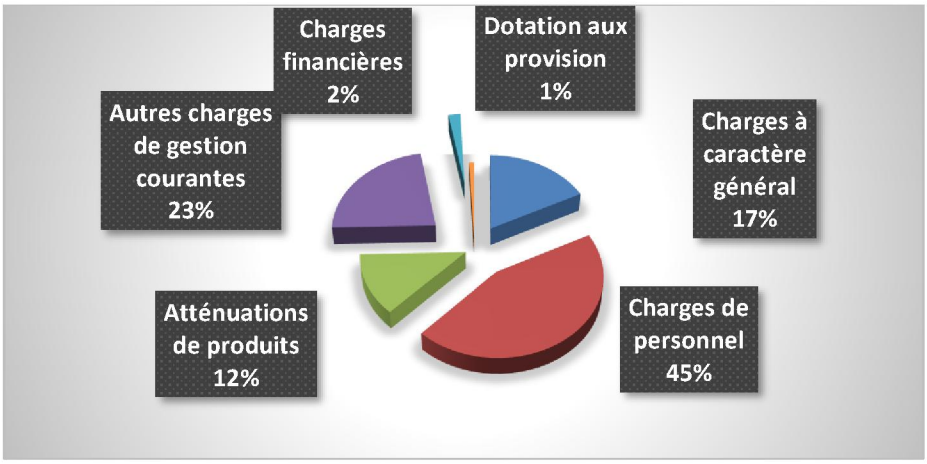
Section de fonctionnement

Dépenses réelles de Fonctionnement :

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement est évaluée à **+ 17,21 %** en 2025 par rapport au budget primitif 2024 (+10,80% par rapport au CFU2023). En volume, ces dépenses représentent 27,39 M€ en flux réels de trésorerie. Les dépenses réelles, à la différence des dépenses d'ordre sont des flux financiers qui génèrent des flux de trésorerie.

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement

(en %)



Les charges de personnel constituent le premier poste de dépenses de fonctionnement 45 % y compris le cout des services mutualisés dont la part peut être estimés à 5%, suivi des autres charges de gestion courante 23% liées aux participations aux SCH et SYDEL et aux subventions accordées, les charges à caractère général 17% (consommations de fluides, achats, prestations de services, etc.), ainsi que les atténuations de produits 13% relatives aux attributions de compensation et au prélèvement FNGIR dont la valeur est constante depuis 2010.

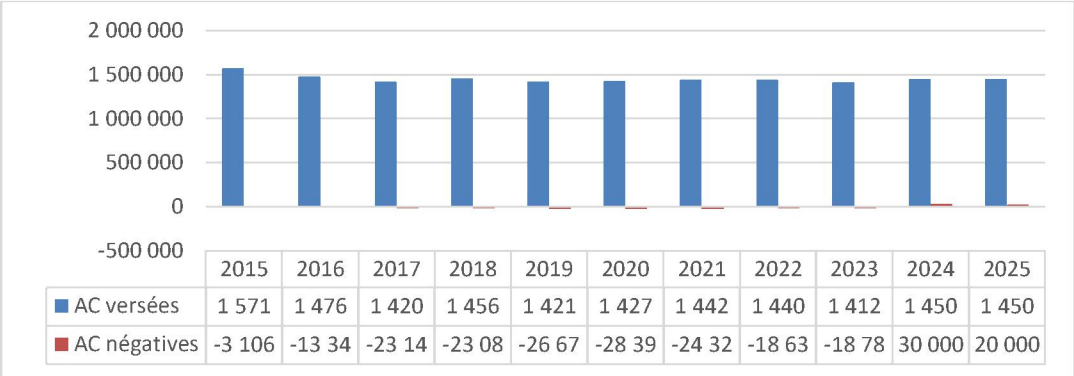
Les principales subventions et participations versées (budget principal)

A noter que la participation au SCH est évaluée à 4,29 M€, celle l'Office de tourisme à 0,7 M, et du SYDEL à 0,371 M€.

FOCUS sur l'attribution de compensation

L'attribution de compensation (AC) est un reversement de fiscalité de l'établissement public de coopération intercommunal (EPCI) vers ses Communes membres. Ce reversement correspond à la différence entre le produit des impôts économiques transférés lors du passage de l'EPCI en fiscalité professionnel unique (FPU) et le coût des compétences transférées à cette occasion.

Le montant de ces attributions de compensation a été revu en CLECT après chaque transfert de compétence. Le montant des AC est stabilisé à environ 1,45 M€.



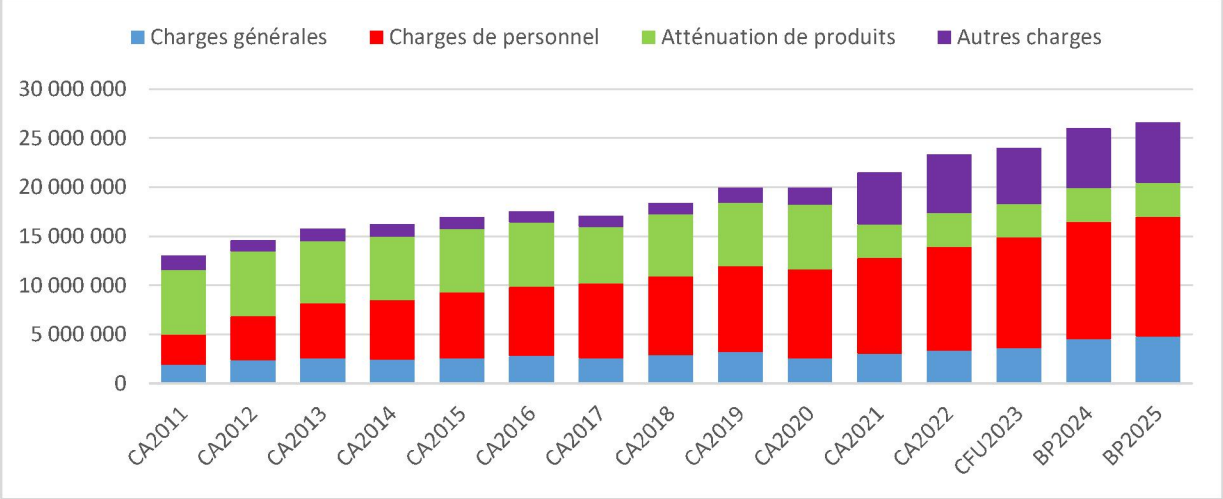
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
AC versées	1 571	1 476	1 420	1 456	1 421	1 427	1 442	1 440	1 412	1 450	1 450
AC négatives	-3 106	-13 34	-23 14	-23 08	-26 67	-28 39	-24 32	-18 63	-18 78	30 000	20 000

Evolution 2018-2025 des dépenses de fonctionnement : 27,39 M€

La hausse des dépenses de fonctionnement est évaluée à 10,42 % par rapport au compte financier unique 2023 et à +17,21 % par rapport au budget primitif 2024.

Cette hausse importante par rapport à 2023 est justifiée notamment par l'augmentation du coût des achats et prestations liée à l'inflation + 4,9 % en 2023, le coût de l'énergie, et la revalorisation de du point d'indice de la fonction publique territoriale.

L'impact de cette augmentation se porte particulièrement sur le cout des prestations de services et notamment sur les prestations d'entretien de bâtiment, de nettoyage des locaux ou encore sur les prestations informatiques.

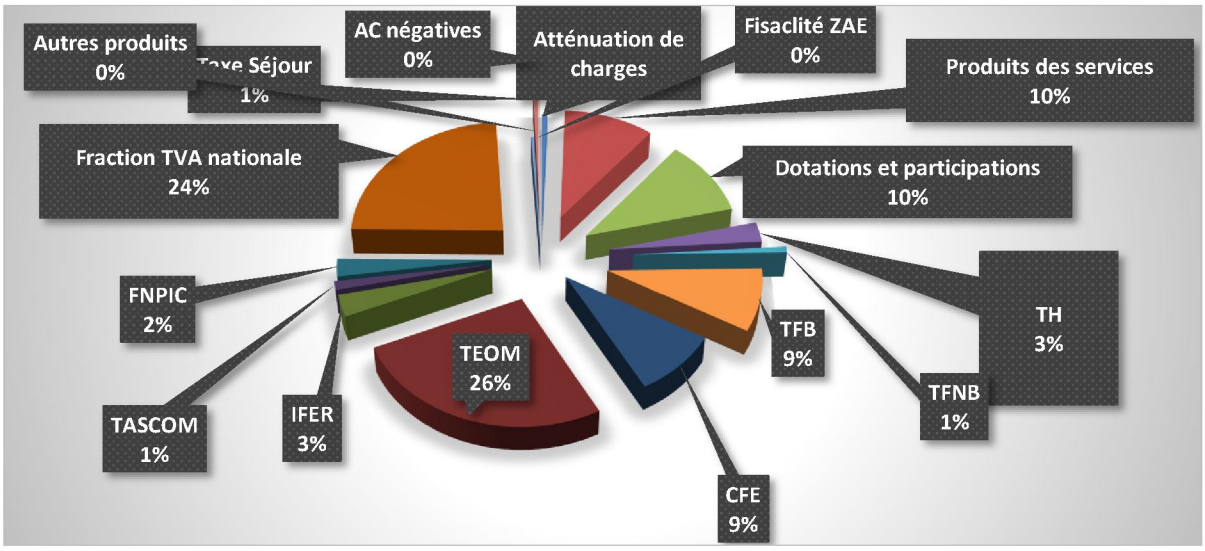


L'évolution des charges de la section de fonctionnement est estimée à + 17,21 % par rapport au budget primitif 2024 et à + 10,80% par rapport au CFU 2023.

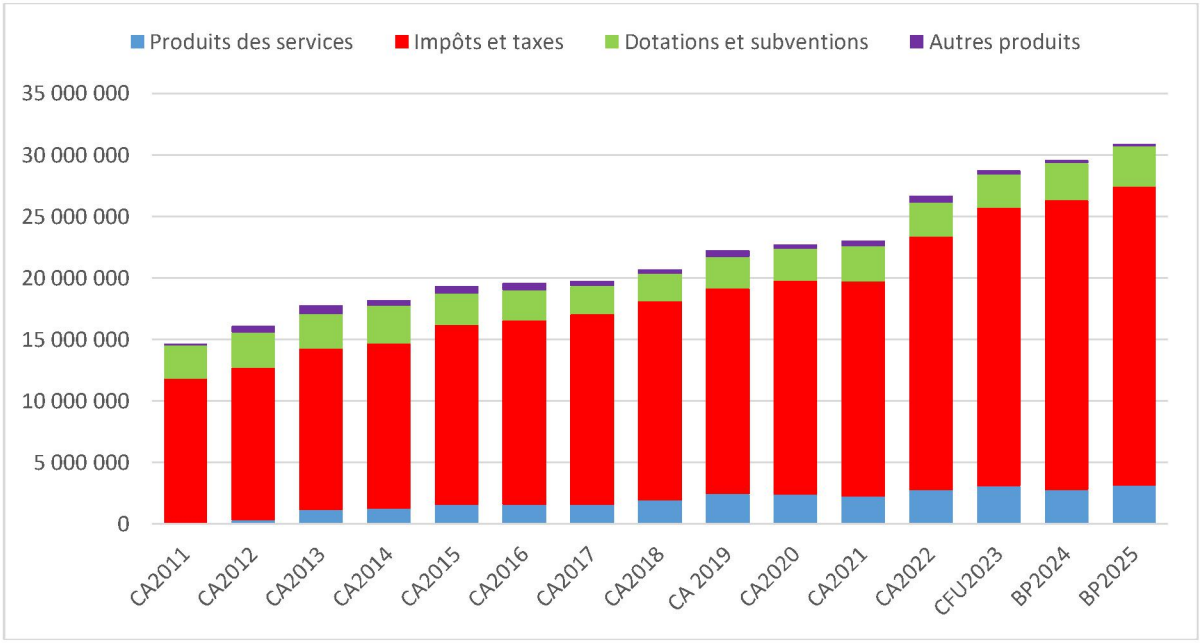
Recettes réelles de Fonctionnement : 30,90 M€

Les recettes réelles de fonctionnement devraient augmenter de +7,21 % par rapport aux recettes réalisées en 2023 et +4,44% par rapport au budget primitif 2024.

Répartition des recettes réelles de fonctionnement (en %)



L'évolution des ressources de l'EPCI a pour principale origine la fiscalité locale +3,24% en particulier la TEOM et la CFE



De façon générale, les principales ressources sont constituées par les recettes fiscales (78,73%) suivies des dotations (10,49%) (DGF, compensations fiscales etc.), des produits des services (10,11%) et autres produits (0,66%).

La fiscalité : des recettes de moins en moins indexées sur l'inflation et la dynamique territoriale

La projet de loi de finances 2025 s'inscrit dans un contexte d'austérité budgétaire, marquant ainsi un tournant par rapport aux lois de finances antérieures.

L'ensemble des collectivités territoriales, EPCI compris, seront amenés à participer à l'effort de redressement budgétaire afin de parvenir à l'objectif d'un déficit de -5,0 % en 2025.

Fraction de TVA :

Près d'un tiers des recettes sont désormais indexées sur l'évolution économique nationale via la TVA. Celles-ci correspondent à l'ancienne taxe d'habitation sur les résidences principales et l'ancienne CVAE qui ont été supprimées et remplacées par une fraction de TVA nationale transférée aux intercommunalités.
Au vu du projet de loi de finances 2025, la CCVH devrait voir sa fraction de TVA gelée pour 2025. Elle devrait ainsi percevoir 7.3 M€, comme en 2024. La perte de la dynamique territoriale (depuis la mise en place de cette fraction de TVA) ajoutée à la désindexation en 2025 de cette fraction sur l'inflation entraîne un manque à gagner de 500 K€ pour la collectivité sur 2025.

Recettes de fiscalité locale :

Concernant les autres recettes fiscales qui restent liées à la dynamique territoriale de la CCVH, il faut compter sur plusieurs évolutions en 2025 :

- Revalorisation des bases fiscales

Les bases de la fiscalité économique (CFE, IFER, TASCOM) devraient évoluer de près de 2% tandis qu'il faut compter sur une évolution des bases de la fiscalité ménage (TF et TEOM) entre 1.5% et 1.9%, ce chiffre correspondant à l'inflation estimée sur 2024, indicateur utilisé pour revaloriser les bases 2025(IPCH).

- Une dynamique territoriale des bases estimée à 1.5%.

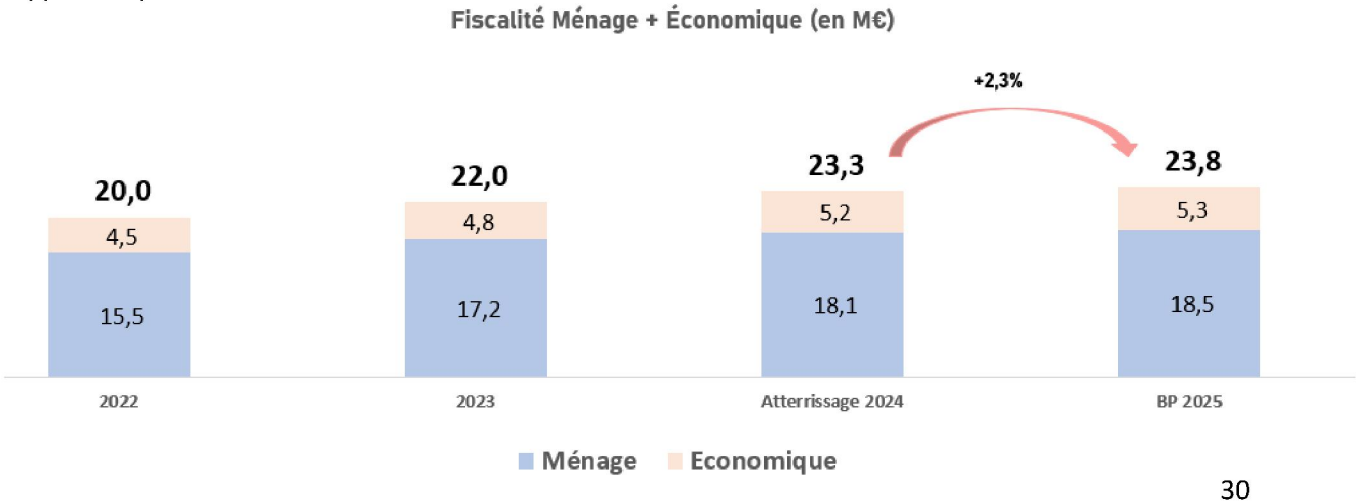
- Aucune évolution de la fiscalité en 2025

Après une décennie de gel des taux de fiscalité, plusieurs ajustements de la fiscalité ont été opérés depuis 2021 (TFB, TH, TEOM et bases mini. CFE)
Dans le cadre du débat d'orientation budgétaire 2025, il est proposé de ne pas faire évoluer la fiscalité en 2025.

Evolution proposée des taux de la fiscalité directe locale :

TAUX CCVH	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
TAUX TH	12,99	12,99	12,99	12,99	12,99	15,00	15,00	15
TAUX FB	3,19	3,19	3,19	5,19	5,19	6,09	6,09	6.09
TAUX FNB	16,76	16,76	16,76	16,76	16,76	16,76	16,76	16.76
TAUX TEOM	17,03	17,03	17,03	17,61	17,61	17.91	18.71	18.71
TAUX CFE	38,71	38,71	38,71	38,71	38,71	38,71	38,71	38.71
BASES MINI.					Réeval.			

Dans l'hypothèse d'un tel scénario, l'évolution des recettes attendues sur 2025 est estimée à +537 K€ par rapport au prévisionnel 2024, soit une hausse des recettes de +2.3%



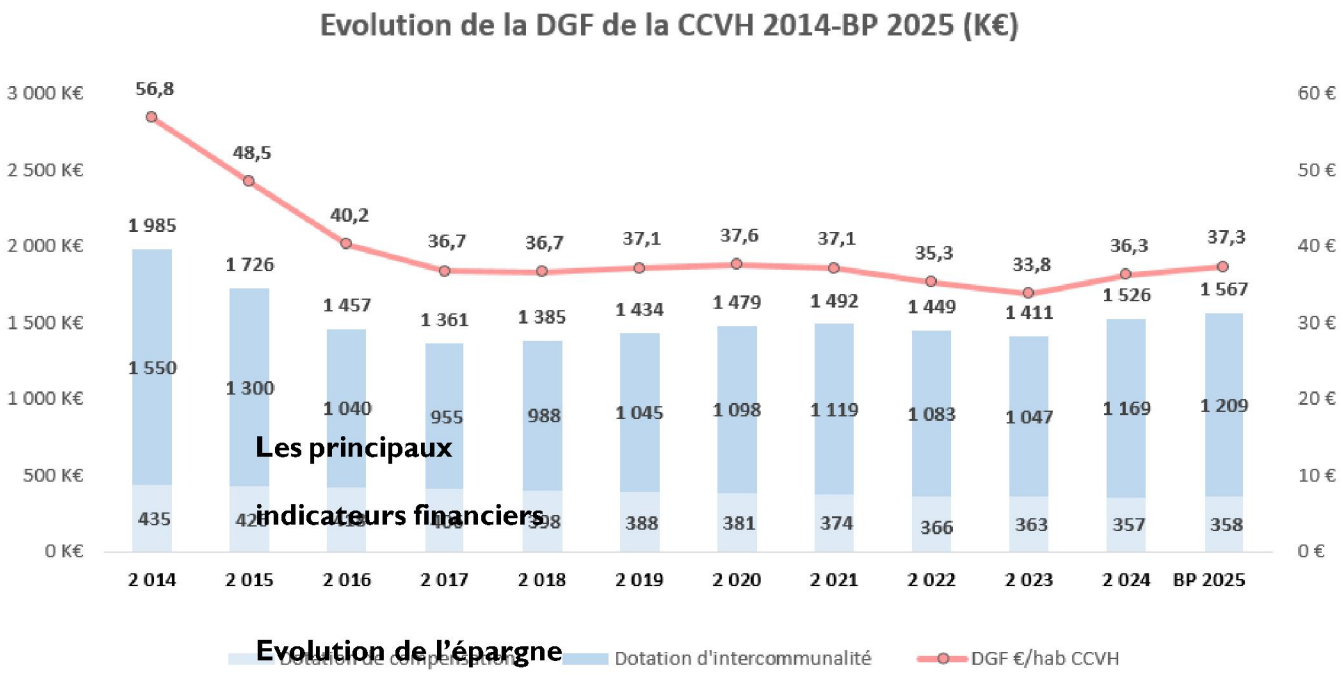
Les principales explications à cette évolution sont :

- La revalorisation mécanique des bases fiscales : + 338 K€ (soit + 1.5 %)
- La dynamique territoriale : + 199 K€ (soit + 0.8 %)

Les principales dotations :

Evolution des principales dotations versées par l'Etat

DGF :



Les principaux indicateurs financiers

Evolution de l'épargne

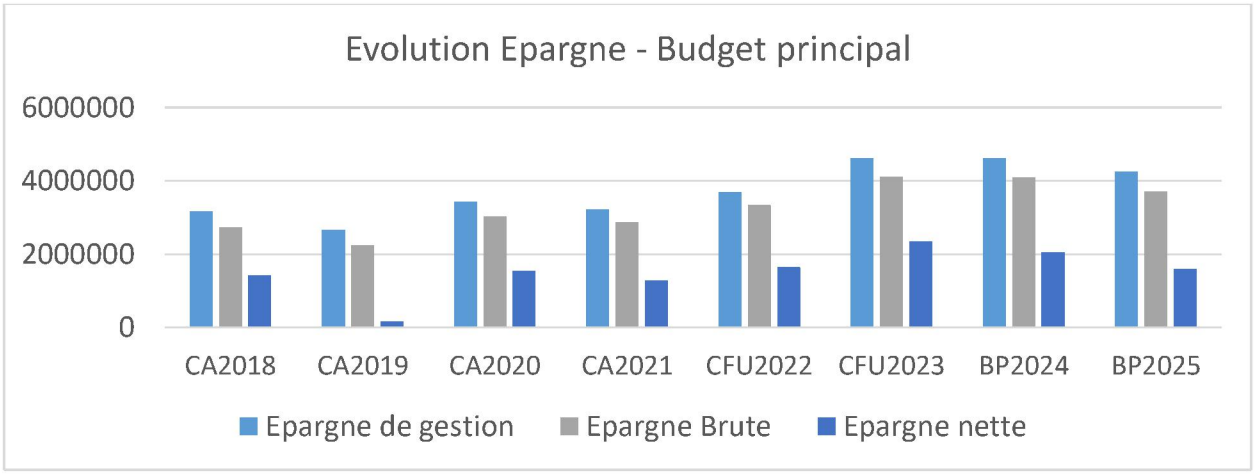


Tableau indicateurs financier 2019-2025

Situation financière	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CFU2022	CFU2023	BT2024	BT2025
Epargne de Gestion	1 991 486	2 644 912	3 227 962	3 688 843	4 628 273	4 627 726	4 258 329
Epargne Brute	1 589 690	2 246 700	2 879 022	3 342 615	4 109 589	4 096 726	3 708 329
Taux d'épargne Brute	9,78%	13,49%	12,49%	12,51%	14,25%	13,55%	12,00%
Epargne nette	**-820 237**	**451 808**	**936 081**	**1 646 838**	**2 358 045**	**2 054 726**	**1 608 329**
Encours de la dette BP au 31/12	14 346 335	17 253 325	17 582 492	15 639 553	17 643 864	17 604 708	21 706 350
Ratio de désendettement	**9,0**	**7,7**	**6,1**	**4,68**	**4,29**	**4,30**	**5,85**
Inférieur à 12 ans (seuil d'alerte)	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Encours de la dette BP + BA hors SPIC au 31/12	24 216 958	21 500 389	18 843 597	24 405 722	24 127 794	23 576 759	23 576 759
Ratio de désendettement	**15,2**	**9,6**	**6,5**	**7,30**	**5,87**	**5,76**	**6,36**
Inférieur à 12 ans (seuil d'alerte)	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI

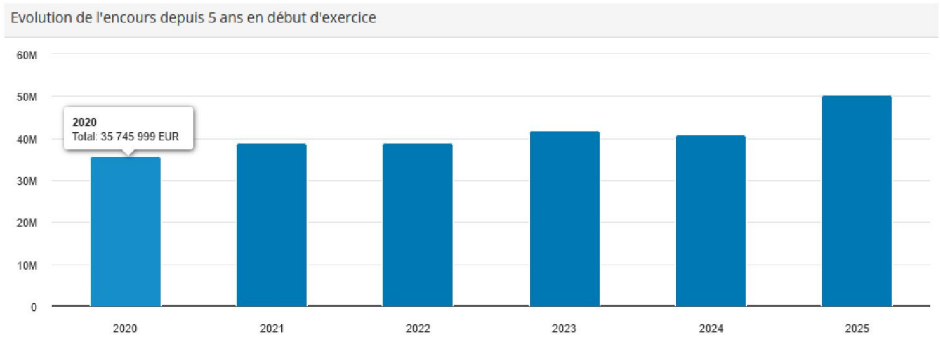
La Communauté de communes Vallée de l'Hérault disposait en 2023 d'une situation financière saine avec un autofinancement net positif d'un bon niveau de + 2,3 M€ et une capacité de désendettement de 5,87 ans.

Le prévisionnel 2024 et 2025 permet de maintenir une situation en dégradation mais qui reste bonne avec un autofinancement net positive de +2 M€ en 2024 et +1,6 M€ en 2025 avec une capacité de désendettement à environ 6 ans.

Le recours maitrisé à l'emprunt plafonné à 4 M€ associé à une maitrise de l'évolution de nos dépenses et à l'optimisation de nos recettes fiscales nous permettra de conserver des indicateurs financiers à un niveau acceptable.

IV. LA DETTE : STRUCTURE ET PERSPECTIVE

Evolution de l'encours de dettes depuis 5 ans (tous budgets)



Le niveau de l'encours de dette est stable à un peu plus de 50,35 M€ ce qui signifie que le niveau de financement

des investissements demeure à un niveau soutenu.

Répartition de l'encours au 1er janvier 2024

La dette de la communauté s'élève à 50.350.665 € tous budgets confondus au 31 décembre 2024 pour 107 emprunts avec un taux actuariel de 3,03 % et une durée de vie résiduelle moyenne de 17 ans et 10 mois.

L'encours de la dette est classé en totalité 1-A pour la charte Ghisler et 43,15 % des contrats sont à taux fixe, 56,85% à taux variable (EURIBORD, LIVRETA, T4M)

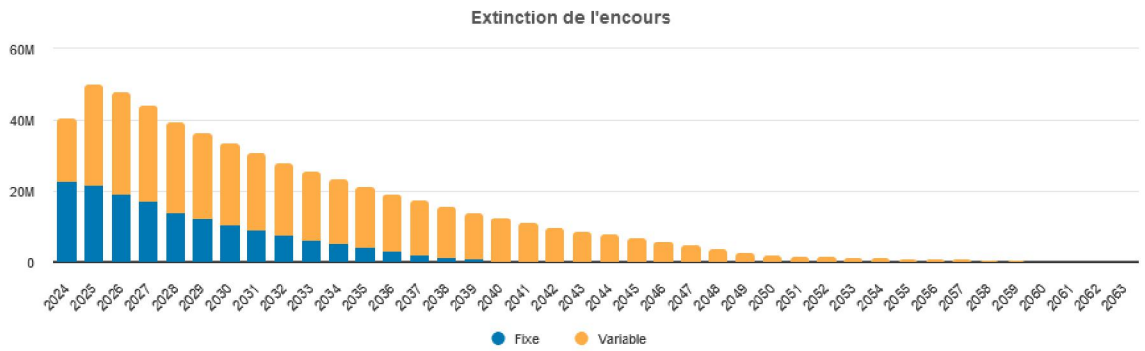
Répartition de l'encours de la dette par budget :

Budget	%	Montant
BUDGET PRINCIPAL	34,96 %	17 604 707,93
BUDGET ANNEXE REGIE ASSAINISSEMENT COLLECTIF	26,23 %	13 209 240,33
BUDGET ANNEXE REGIE EAU POTABLE	24,57 %	12 372 327,96
BUDGET ANNEXE ZAC LA CROIX GIGNAC	8,23 %	4 143 038,77
BUDGET GEMAPI	2,37 %	1 192 338,07
BUDGET ANNEXE ZAE LA TOUR MONTARNAUD	2,10 %	1 057 145,85
Autres	1,53 %	771 866,50
TOTAL		50 350 665,41

Répartition de l'encours par prêteurs

Prêteur	Notation MOODYS	%	Montant
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	-	40,3	20 280 497,14
CREDIT AGRICOLE	-	25,5	12 825 116,32
CAISSE D'EPARGNE	-	24,2	12 175 960,05
CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	-	5,2	2 602 673,26
Agence Eau RMC	-	2,9	1 440 742,18
DEXIA CREDIT LOCAL	-	2,0	998 987,96
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	-	0,1	26 688,50
TOTAL			50 350 665,41

Extinction de l'encours de la dette



Perspectives sur l'exercice 2025

Le projet de budget intègre un programme d'investissement qui devrait s'équilibrer avec de nouveaux concours bancaires. L'emprunt prévisionnel du budget principal est de 6,1 M€. Sur ces bases, l'encours de dette projeté au 31 décembre 2024 sur le budget principal serait de 23,7 M€.

V. FRAIS DE PERSONNEL

La politique de gestion des ressources humaines est un enjeu fort. Les recrutements qui ont été faits entre 2020 et 2024 ont entrainé la création de 45 postes supplémentaires afin de permettre la mise en œuvre des politiques et des projets portés par l'EPCI. L'enjeu réside désormais dans la limitation des recrutements et le management des équipes dans un souci constant d'efficacité.

La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences en lien avec une actualité sans cesse mobile doit devenir une priorité. La gestion prévisionnelle qui consiste à adapter les équipes à l'évolution future des organisations doit s'accompagner de la mise en place d'outils et de postures adaptés à ces évolutions : la formation devra jouer un rôle central dans son développement.

Evolution de la masse salariale globale et des effectifs

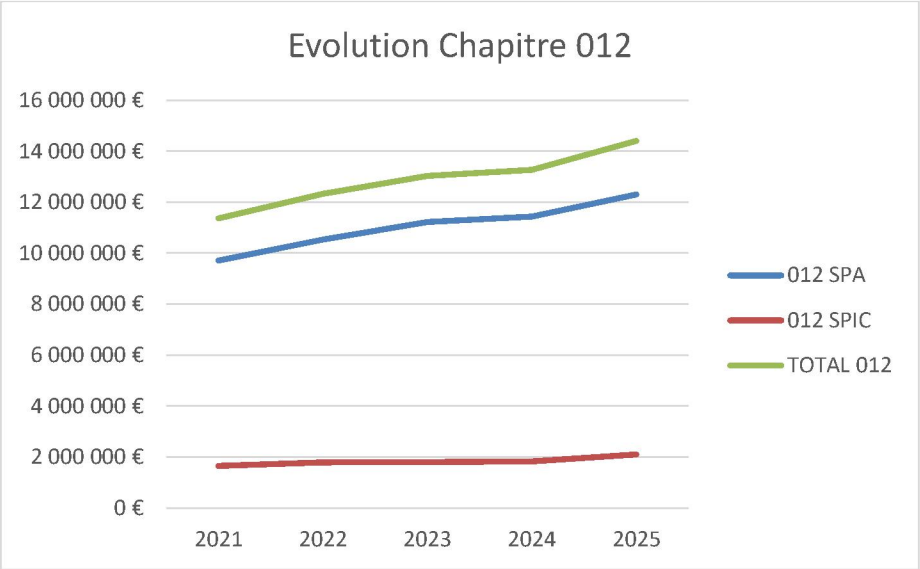
De 2021 à 2025, la masse salariale (tous budgets) est passée de 11 365 K€ à 14 406 K€, soit une augmentation de 26.76 % sur 5 ans.

Chapitre 012 consolidé (hors refacturation interne)

Année	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Att 2024	BP 2025
Budget principal *	9 666 958 €	10 443 303 €	11 137 738 €	11 356 138 €	12 214 952 €
BA GEMAPI	45 862 €	88 561 €	83 140 €	85 875 €	89 117 €
Sous-total SPA	**9 712 820 €**	**10 531 864 €**	**11 220 878 €**	**11 442 013 €**	**12 304 069 €**
Evolution en %		*8,43%*	*6,54%*	*1,97%*	*7,53%*
BA EU **	884 733 €	897 663 €	866 865 €	1 113 214 €	1 184 196 €
BA AEP	760 643 €	850 959 €	869 055 €	720 747 €	918 384 €
BA SPANC	7 329 €	45 902 €	69 787 €		
Sous-total SPIC	**1 652 705 €**	**1 794 524 €**	**1 805 707 €**	**1 833 961 €**	**2 102 580 €**
Evolution en %		*8,58%*	*0,62%*	*1,56%*	*14,65%*
TOTAL EPCI	**11 365 525 €**	**12 326 389 €**	**13 026 585 €**	**13 275 974 €**	**14 406 649 €**
Evolution en %		**8,45%**	**5,68%**	**1,91%**	**8,52%**

* *réintégration 2021 BA SOM et BA ADS*

** *réintégration 2024 SPANC*



Les évolutions d'effectifs se traduisent de la façon suivante :

	2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025	
Catégorie	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.	Tit.	Cont.
A	20	7	28	6	42	9	38	13	38	14	44	11	41	9	41	9	43	9
B	32	21	33	28	31	13	38	14	38	22	56	33	58	31	58	32	59	33
C	97	11	127	15	130	11	147	32	147	45	132	39	134	39	134	37	135	37
Total	149	39	188	49	203	33	223	59	223	81	232	83	233	79	233	78	237	79
Total gén	188		237		236		282		304		315		312		311		316	

L'augmentation de la masse salariale s'explique par des effets qui sont soit consécutifs à des mesures externes qui s'imposent nationalement à l'ensemble des collectivités, soit le résultat d'effets internes, principalement des effets dits « ETP ».

Effets externes liées à des mesures salariales nationales : + 221 K€

Les charges de personnel seront affectées en 2025 par des mesures nationales qui s'imposent aux collectivités locales comme chaque année. Cette prévision s'est basée sur une augmentation du taux de 4 pointe de la cotisation patronale CNRACL, soit + 221 K€ pour l'ensemble des budgets.

Evolution des carrières – GVT (Glissement Vieillesse Technicité) : + 230 K€

Les avancements d'échelon, de grade, voire les promotions internes impactent chaque année la masse salariale. Sur 2025, il est prévu que ces effets liés à la carrière des agents s'élèvent à 230 K€, ce qui est en augmentation par rapport à l'année dernière.
Le GVT s'impose en grande partie aux collectivités, notamment en raison des avancements d'échelon qui sont automatiques et liés à l'ancienneté.

Evolution des effectifs – postes supplémentaires et effet ETP : + 622 K€

En 2025, des créations de postes estimées à 350 K€ sont à prévoir compte tenu de l'évolution de l'activité des services.
Il est prévu en effet du personnel supplémentaire au sein de la Direction petite enfance avec la création du Guichet unique et le renforcement des professionnels de ce secteur au Relais Petite Enfance et dans les multi-

accueils (auxiliaire de puériculture, agent de service).
La fin des DSP à la direction de l'Eau va entrainer le recrutement de personnel technique et administratif pour absorber la charge supplémentaire de travail.

Les effets pour 2025 consécutifs à des vacances de poste 2024 en raison des mouvements du personnel (délais entre le départ d'un agent et l'arrivée de son remplacement) sont estimés à 272 K€.

Des lors, sur une masse salariale en évolution prévisible de 911 K€ entre 2024 et 2025, une part importante relève de mesures nationales qui s'imposent à la collectivité.

Temps de travail

La durée du travail au sein de la communauté de communes est conforme aux dispositions de la loi de transformation de la fonction publique du 06 août 2019 et à la règle des 1607 heures annuelles.

Eléments de dépenses de personnel

Les dépenses de personnel comprennent les éléments suivants :

- **Traitements indiciaires :** sur la base des situations statutaires des agents

- **Nouvelles Bonifications Indiciaires (NBI) :** sur la base des fonctions exercées pour les agents fonctionnaires uniquement. La NBI concerne 47 personnes au sein de la CCVH à hauteur de 80 000 € annuels.

La prévision 2025 se base sur les NBI actuellement versées, de la manière suivante :

Nature de la NBI	Nombre d'agents
Maitre d'apprentissage	2
Encadrement de proximité d'une équipe technique d'au moins 5 agents	6
Direction d'établissements et services accueil petite enfance	4
Accueil et visite monument historique	1
Fonctions d'accueil exercées à titre principal	10
Encadrement d'un service administratif requérant une technicité de gestion	11
Encadrement d'un service administratif d'au moins 20 agents	1
Direction pédagogique et administrative d'une école de musique	1
Distribution itinérante d'ouvrages culturels	1
Puéricultrice fonction encadrement, animation	2
Directeur général services communes 40 à 150 000 h	1
Directeur général adjoint services communes 40 à 150 000 h	3
Régisseur régie de 3 000 à 18 000 euros	1
Régisseur régie supérieure à 18 000 euros	3
TOTAL	47

- **Avantages en nature** : un agent bénéficie d'un logement de fonction et un agent d'une voiture de fonction.

- **Heures supplémentaires** : pour 2025 l'enveloppe des heures supplémentaires est maintenue à **100 000 €** annuels comme pour 2024.

- **Régimes indemnitaires** : l'IFSE (Indemnité de Fonction de Sujétion et d'Expertise) a été mise en place en 2016 pour les grades pour lesquels cette indemnité était possible puis élargie à l'ensemble des agents conformément à la législation (sauf les Assistants d'enseignement artistique qui bénéficient de leur régime indemnitaire spécifique). Elle a été revalorisée à l'issue d'une négociation interne avec les représentants syndicaux, tout d'abord pour les agents de catégorie C dès décembre 2021, et pour les agents de catégorie B en décembre 2022.
  Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) est versé chaque année au mois de juin en application des critères travaillés en ateliers du projet d'administration et voté par le Conseil Communautaire.

Projet d'administration et Charte Managériale

Les valeurs portées par les agents de la Communauté de communes au service du Territoire sont les suivants :



Le projet de territoire 3D de la Communauté de communes est désormais complété en interne par le projet d'Administration, mené par la Direction des Ressources Humaines. Ce projet a été construit de manière concertée avec les agents. Il correspond au tournant en cours de réalisation de la Communauté de communes, il est un des outils d'accompagnement du changement et se décline à travers un plan d'actions à mettre en œuvre dans les années à venir. Il a d'ores et déjà abouti à la formalisation des valeurs communes des agents.

Une charte managériale, ADN commun de l'ensemble de l'équipe d'encadrement, a été formalisée. Ces éléments représentent une cible, une vision commune portée par l'équipe de Direction Générale mais qui devra également se décliner à tous les niveaux de l'administration au service du projet de territoire.

En 2022, des ateliers du Projet d'Administration ont été organisés pour la mise en place du télétravail de droit commun à compter du 1er septembre 2022. En 2022 et 2023, des ateliers ont été organisés pour la définition des critères d'attribution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) dont la 1ère attribution a été effective en juin 2023.

VI. PROSPECTIVE FINANCIERE 2025-2029 (budget principal)

Le rapport d'orientation budgétaire est ainsi l'occasion de présenter de façon générale les projections financières pluri annuelles dans le cadre d'hypothèses partagées, et ce afin d'alimenter au mieux le débat public.

Hypothèses de construction du scénario prospectif 2025-

2029:

Budget principal

Prise en compte des impacts du PLF 2025

Hypothèses d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement : + 4% sur la période

- charges à caractère général : +2 % en moyenne sur la période à périmètre constant.
- Evolution des charges de personnel : +1,5%/an en moyenne sur la période à périmètre constant
- Autres charges de gestion courante : + 2%/an

Hypothèses d'évolution des recettes réelles de fonctionnement : + 2,2%/an sur la période

- Evolution de bases fiscales de + 2%/an
- Augmentation des bases fiscales : +1,5%/an
- Evolution DGF (0%)
- Evolution reversements TVA nationale : 0%/an en moyenne sur la période

Hypothèses d'évolution des dépenses réelles d'investissement : 10M€/an sur la période

- Dépenses d'équipement : 6 M€/an en moyenne sur la période
- Subventions versées (fonds de concours) : 2,5 M€ /an en moyenne sur la période
- Remboursement de la dette : 2 M€/an en moyenne sur la période

Hypothèses de financement de la section d'investissement :

- Subventions obtenues (30%): 1M€/an en moyenne sur la période
- FCTVA : 0,3 M€/an en moyenne sur la période
- Emprunts nouveaux : 4 M€/an en moyenne sur la période
- Autofinancement : 3 M€/an en moyenne sur la période
- Excédent antérieur capitalisé : 2M€/an en moyenne sur la période

PROSPECTIVE* Budget Principal - DÉTAILLÉE

VALLÉE DE L'HÉRAULT COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

			Atterrissage				
		2022	2 023	2024	2025	2026	2027
013	Atténuation de charges	412	320	195	185 000	189	192
70	Produits des services et domaine	2 756	3 074	3 231	3 224	3 289	3 351
731	Fiscalité locale	13 323	14 473	15 628	16 098	16 599	17 116
73	Impôts et Taxes	7 292	8 172	8 193	8 210	8 212	8 214
74	Dotations, subventions et participation:	2 773	2 719	3 138	3 243	3 282	3 323
75	Autres produits de gestion courante	111	100	56	20	20	20
77	Produits exceptionnels	47	42	-	-	-	-
78	Reprise sur amort., dep. et prov.	-	-	-	-	-	-
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	26 713	28 899 797	30 441	30 980	31 591	32 215
		-	-	-	-0	-	-
011	Charges à caractère général	3 347	3 615 462	4 611	4 813	5 107	5 423
012	Charges de personnel	10 588	11 292 709	11 520	12 222	12 478	12 665
014	Atténuation de produits	3 430	3 403 825	3 498	3 435	3 437	3 438
65	Autres charges de gestion courante	5 459	5 707 875	6 088	6 202	6 326	6 452
66	Charges financières	346	518 684	593	611	658	735
67	Charges exceptionnels	0	1	130	10	10	10
68	Dot. sur amort., dep. et prov.	200	200 000	200	200	200	200
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	23 371	24 739 364,65	26 640	27 493	28 217	28 924
		-	-	-	-	-	-
10222	Dotations et participations reçues	128	254	803	944	908	1 070
1068	Affectation du résultat de fonctionnem	1 775	-	-	-		
13	Subventions d'investissement reçues	230	532	1 727	2 122	2 157	2 544
16	Emprunts nouveaux	3 000	2 450	1 700	4 000	4 000	4 000
	Autres	-	-	-	-	-	-
	RECETTES D'INVESTISSEMENT	5 133	3 235	4 230	7 065	7 065	7 614
		-	-	-	-	-	-
10222	Dotations et participations versées						
204	Subventions d'investissement versées	1 152	1 028	2 713	2 939	2 554	1 921
16	Remboursement d'emprunt	1 696	1 752	1 814	1 859	1 793	1 689
	Dépenses d'équipement	1 424	3 819	7 695	6 451	7 932	9 028
261	Autres	-	-	33	33	34	34
27	Autres immobilisations financières	100	50	50	50	51	52
	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	4 372	6 648	12 305	11 332	12 363	12 724

Evolution des épargnes – Budget principal

PROSPECTIVE* Budget Principal - DÉTAILLÉE

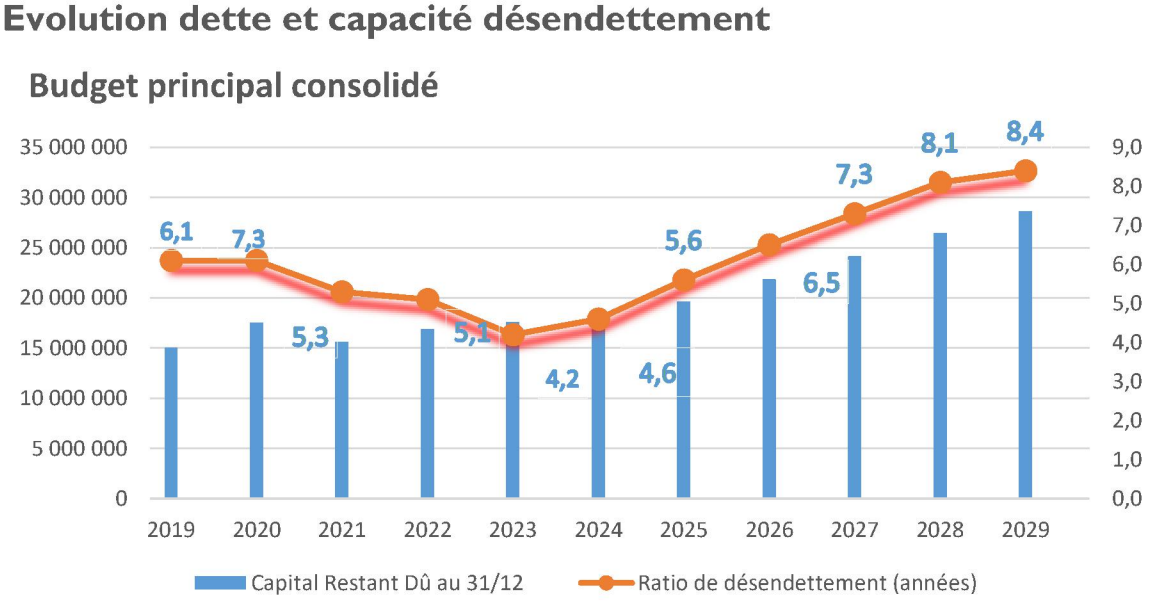
*avec ADS et SOM 2018-2021 consolidés et IR 2023-2029

Atterrissage

	2 02	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	- 0,00	-	-	-	- -	0,00 -	0,00
Epargne de gestion	4 679	4 394	4 098	4 033	4 026	4 072	4 306
Taux d'épargne de gestion	16,2%	14,4%	13,2%	12,8%	12,5%	12,4%	12,8%
Intérêts de la dette	*519*	*593*	*611*	*658*	*735*	*813*	*887*
Epargne brute	4 160	3 801	3 487	3 375	3 291	3 259	3 419
Taux d'épargne brute	14,4%	12,5%	11,3%	10,7%	10,2%	9,9%	10,2%
Remboursement d'emprunt	*1 752*	*1 814*	*1 859*	*1 793*	*1 689*	*1 694*	*1 858*
Epargne nette	2 409	1 987	1 628	1 581	1 603	1 565	1 560
Taux d'épargne nette	8,3%	6,5%	5,3%	5,0%	5,0%	4,8%	4,7%

Evolution de la dette et capacité désendettement

	2 02	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Encours de dette au 31/12	17 644	17 529	19 671	21 877	24 189	26 495	28 636
Dette/Epargne brute en années	4,24	4,61	5,64	6,48	7,35	8,13	8,38
Dette/Recettes réelles de fonctionneme	61,1%	57,6%	63,5%	69,3%	75,1%	80,6%	85,4%

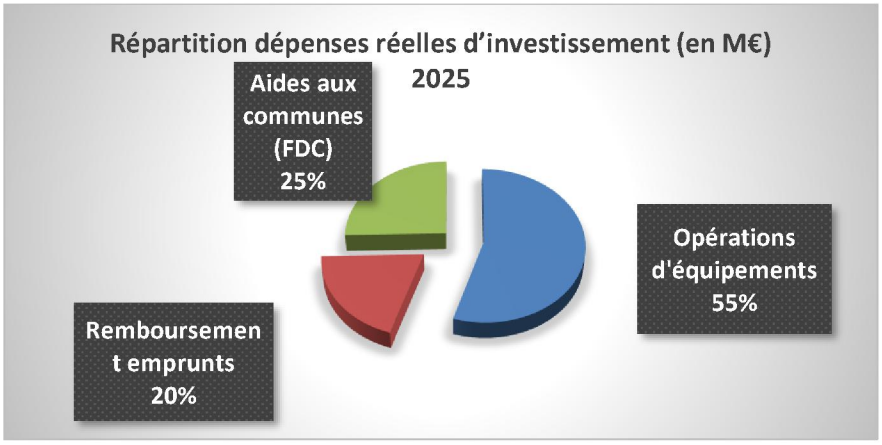


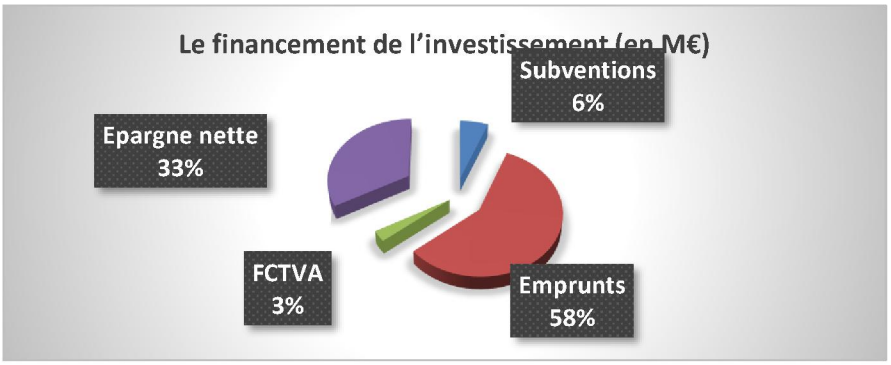
Fin 2029, et dans le cadre des hypothèses présentées, la Communauté de communes présente une situation financière maîtrisée avec notamment une capacité de désendettement qui se situerait à 8,4 années. Avec l'endettement des budgets annexes hors SPIC, le ratio serait de 10 ans, l'endettement progresse mais demeure maitrisé grâce à un niveau d'épargne nette de près de 1,6 M€ en 2029.

La fiscalité n'a pas été mobilisée dans cette projection.

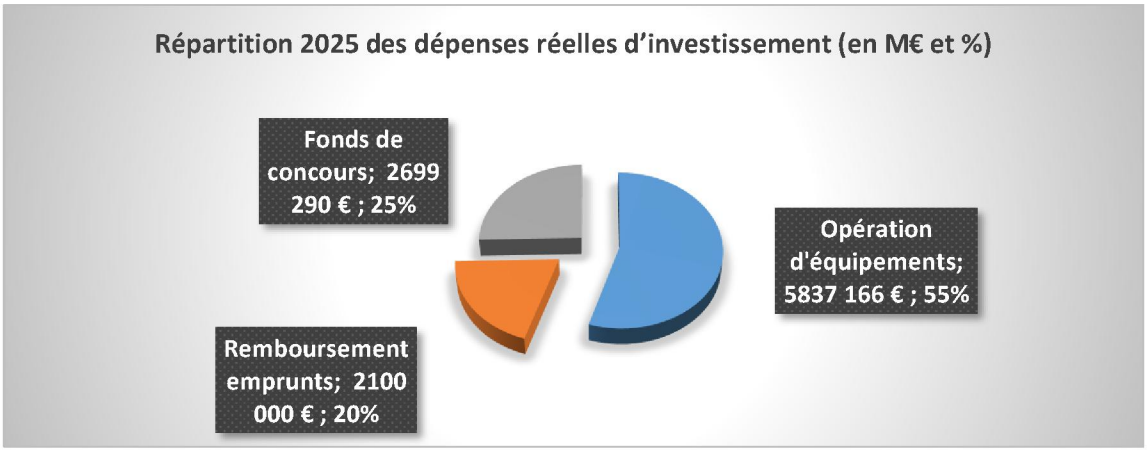
VII. LES DEPENSES EN INVESTISSEMENTS PREVUS EN 2025

Budget Principal dépenses réelles d'investissement : 10,56 M€





L'année 2025 sera, comme les années précédentes, une année de fort soutien de l'EPCI à l'investissement local.



Les dépenses d'investissement portées par le budget principal sont évaluées à 10.65 M€, réparties entre les dépenses d'équipements portées directement par l'EPCI (5,83 M€) et les subventions d'équipements versées en soutien à l'investissement local (2,69 M€) y compris les fonds de concours aux communes.

Le remboursement du capital de la dette est évalué pour sa part à 2,1 M€, l'objectif et de stabiliser le montant annuel de la dette à cette hauteur afin de ne pas trop dégrader notre épargne et notre capacité d'endettement.

Le recours à l'emprunt sera limité au maximum, son montant sera ajusté en fonction de la décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2023, et des subventions obtenues.

Les dépenses d'investissement portées par le budget principal sont évaluées à 10.23 M€, réparties entre les dépenses d'équipements portées directement par l'EPCI (7,66 M€) et les subventions d'équipements versées en soutien à l'investissement local (2,57 M€) y compris les fonds de concours aux communes.

Fonds de concours : 2,7 M€, dont

- Fonds de concours Abbaye de Gellone : 48 K€
- Fonds de concours agriculture : 28 K€
- Fonds de concours PVD-BC – Montarnaud : 90 K€
- Fonds de concours PVD-BC – St André : 175 K€
- Fonds de concours BC –PVD – autres : 125 K€
- Fonds de concours commerce : 215 K€
- Fonds de concours aux entreprises : 360 K€
- Fonds de concours Equilibre Territorial : 260 K€
- Fonds de concours études urbaines communes : 30 K€
- Fonds de concours bibliothèques : 134 K€
- Fonds de concours logements sociaux : 460 K€
- Fonds de concours petite communes (<1000 hbs) : 101 K€
- Fonds de concours plan enseigne : 50 K€
- Fonds de concours opération façades : 92K€
- Fonds de concours PIG rénovissime : 367 K€
- Fonds de concours patrimoine vernaculaire : 78 K€
- Fonds de concours liaisons cyclables : 50 K€

Etudes, travaux et équipements : 5,8 M€,
dont

01-CHAP-01 - AMENAGEMENT CHAPELLE ABBAYE ANIANE	1 485 000 €
01-PISC-01 - PISCINE	667 000 €
01-FCLS-01 - FONDS DE CONCOURS LOGEMENTS SOCIAUX	476 000 €
01-SOM-01 - COLLECTE DES DECHETS MENAGERS	385 000 €
01-PIG-01 - PIG - RENOVISSIME	367 198 €
01-BATI-01 - ENTRETIEN BATIMENTS COMMUNAUTAIRES	330 450 €
01-FCMB-01 - LIAISONS CYCLABLES	320 000 €
01-REFO-07 - Réserve foncière d'opportunité	300 000 €
01-REFO-05 - RESERVE FONCIERE HABITAT	252 000 €
01-INFO-01 - EQUIPEMENTS INFORMATIQUES CCVH (MATERIEL LOGICIEL)	231 470 €
01-BAMO-01 - Bâtiment modulaire musique actuelle	200 000 €
01-PASS-01 - AMENAGEMENT SECTEUR PASSIDE	182 132 €
01-120K-01 - Nouvelle stratégie de gestion des déchets -Année 1	157 000 €
01-GSF-01 - AMENAGEMENTS MAISON GRAND SITE DE FRANCE ET SENO	100 000 €
01-MOB-01 - ETUDES STRATEGIQUES MOBILITES	100 000 €
01-EPRA-01 - ETUDES PRE OP REVITALISATION ABBAYE ANIANE	90 840 €
01-PAE-01 - EQUIPEMENTS, ENTRETIEN ET REPARATIONS DES PAE	87 000 €
01-ABBA-01 - TRAVAUX ENTRETIEN ABBAYE D'ANIANE	76 000 €
01-GSF-02 - EQUIPEMENT GSF	75 700 €
01-EHCA-01 - ETUDE HABITAT CENTER ANCIENS	71 724 €
01-CYB-02 - CYBER SECURITE - INVESTISSEMENT	65 225 €
01-ARCH-01 - AMENAGEMENT ARCHEOTHEQUE ABBAYE ANIANE	65 000 €
01-FLOT-01 - FLOTTE VEHICULES SERVICES	60 864 €
01-PGSF-01 - Aménagements parking GSF	50 000 €
01-MEPA-01 - ACQUISITIONS PATRIMONIALES CULTURE	45 000 €
01-ABBA-02 - ABBAYE D'ANIANE - SECURISATION DE L'ATELIER A	45 000 €
01-SGBN-01 - SCHEMA DES ACTIVITES NAUTIQUES DU GSF	43 200 €
01-BIPD-01 - AMENAGEMENT PDD - BILAN 10 ANS	42 200 €
01-AAPN-01 - AMENAGEMENTS ACTIVITE PLEINE NATURE	41 558 €
01-PCGS-01 - LIAISONS DOUCES (RD4) GSF/PCS	35 000 €
01-RLP-01 - COLLECTIONS ET EQUIPEMENTS LP	34 300 €
01-PLH-01 - PLAN LOCAL HABITAT	28 980 €
01-FMPE-03 - FOND MODERNISATION EQUIPEMENTS PE CHRYSALIDES	28 550 €
01-TLN-01 - TIERS LIEU NUMERIQUE	25 100 €
01-PPTE-01 - PLAN PAYSAGE TRANSITION ECOLOGIQUE - GSF	21 960 €
01-FMPE-02 - FOND MODERNISATION EQUIPEMENTS PE CALINOUS	20 500 €
01-SIF-01 - SCHEMA D'INTERVENTION FONCIERE GSF	20 000 €
01-FON-01 - ETUDE FONCIERES D'ENTREPRISES	20 000 €
01-CINE-01 - SALLE CINEMATOGRAPHIQUE	17 000 €
01-SENR-01 - SCHEMA ENERGIE RENOUVELLABLE	15 000 €
01-COM-01 - COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE	13 000 €
01-ABGE-03 - ABBAYE GELLONE ETUDE FAISA CENTRE INTERPRETATION	12 000 €
01-EMI-01 - RENOUVELLEMENT MATERIELS ET INSTRUMENTS MUSIQUE	10 000 €
01-PELL-01 - PASSERELLE	8 813 €
01-PP-02 - MISE EN OEUVRE PLAN PAYSAGE	8 400 €
01-TAD-01 - TRANSPORT A LA DEMANDE	5 000 €
01-FMPE-01 - FOND MODERNISATION EQUIPEMENTS PE BERCEAU	3 520 €
01-FMPE-05 - FOND MODERNISATION EQUIPEMENTS PE PITCHOUNETS	2 508 €
01-FMPE-04 - FOND MODERNISATION EQUIPEMENTS PE LUTINS	72 €

VIII. LES BUDGETS IMMEUBLES DE RAPPORT ET ZAE

Le budget annexe Immeubles de rapport

Ce budget a été créé en en 2022 pour recueillir l'ensemble du patrimoine immobilier locatif actuel et futur.

La patrimoine immobilier actuel est constitué des immeubles suivants :

1. Hôtel d'entreprises du PAE Trois fontaines au Pouget
2. Bâtiments du parc d'activité de Calmacé à Gignac
3. Immeuble Novel ID dans l'ecoparc de St André de Sangonis

Il est projeté d'augmenter ce patrimoine en 2025 avec :

4. Acquisition d'un plateau dans le Pôle santé de Gignac
5. Création d'une aire d'accueil des gens du voyage
6. Acompte pour l'acquisition d'un bâtiment à St André pour la création d'un Hôtel d'entreprise orientée vers le numérique
7. Etude pour la création d'un ateliers d'artistes céramistes à St Jean de Fos

Ce budget enregistre annuellement environ 100 K€ de recettes, permettant le financement des dépenses courantes d'entretien, des travaux et acquisitions futures.

Les budgets annexes ZAE

Les budgets annexes ZAE permettent de retracer les opérations d'aménagement et de commercialisation d'immeubles à vocation économique. Il existe actuellement 5 budgets annexe :

Le budget ZAE LACROIX à Gignac,

Le Buget ZAE TROIS FONTAINES au Pouget,

Le budget ZAE LATOUR à Montarnaud,

Le budget ZAE LES TREILLES à Aniane

Le budget ZAE LA GARRIGUE « ECOPARC » à St André de Sangonis

Pour 2025 il est prévu dans le cadre de ces différents budgets les opérations en dépenses et recettes suivantes :

Le budget ZAE LACROIX à Gignac :

8. Fin des opérations d'aménagement du PEM : 307 K€
9. Maison de la mobilité et du tourisme : 819 K€
10. Acquisitions foncières tranche 2 cosmo : 20 K€
11. Revente des terrains à l'aménageur de l'ECOQUARTIER :

3 M€

a.

Le Budget ZAE TROIS FONTAINES au Pouget,

12. Démarrage des travaux extension du Parc : 644 K€ sous réserve de l'encaissement de la commercialisation de l'Ecoquartier de la ZAE Lacroix.

Le Budget ZAE LA GARRIGUE à St André,

13. Acquisition foncières pour l'extension, Nord : 223 K€

Le budget ZAE LATOUR à Montarnaud,

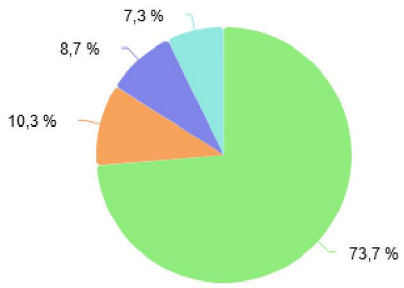
14. Le dernier lot restant à commercialiser a été vendu en 2024, aussi il est proposé de clôturer les opérations sur ce budget au 31/12/2024.

Le budget ZAE LES TREILLES à Aniane

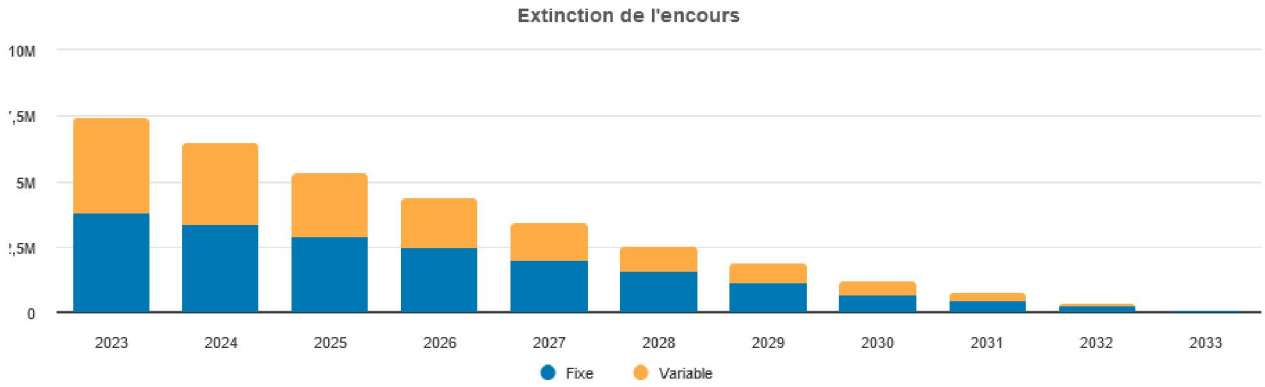
15. Reprise de voirie du parc au niveau de l'entreprise Salles : 155 K€
16. Extension voirie future passerelle des OYAS : 150 K€

Etat de la dette des BA ZAE

Budgets



Budget	%	Montant
BUDGET ANNEXE ZAC LA CROIX GIGNAC	73,69 %	4 778 046,91
BUDGET ANNEXE ZAE LA TOUR MONTARNAUD	10,28 %	666 709,95
BUDGET ANNEXE ZAC LES TREILLES ANIANE (LES GARRIGUES)	8,75 %	567 140,00
BUDGET ANNEXE ZAE LA GARRIGUE ST ANDRE DE SANGONIS	7,28 %	472 033,18
TOTAL		6 483 930,04



IX. LES BUDGETS EAU, ASSAINISSEMENT ET GEMAPI

1- Le contexte

Depuis les transferts de compétences Eau et Assainissement au 1er janvier 2018, le prix de l'eau est **unique** pour l'ensemble des usagers de l'eau sur le territoire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault.
Le contrat de délégation de service public qui arrivera à terme le 31 décembre 2024 pour 4 communes ne sera pas reconduit et la gestion de l'eau et de l'assainissement sera donc assuré en rédie directe pour 20 communes en Eau et la totalité des 28 communes en Assainissement.
Depuis deux ans le peu de précipitation entraine une sécheresse et un niveau de nappes au plus bas ce qui nous contraint, à installer en urgence avant la fin de l'année, l'implantation d'un réseau temporaire pour assurer l'alimentation en eau potable des communes de Popian et St Bauzille. La sécheresse a aussi des effets sur la qualité de l'eau et l'interdiction de la consommation humaine de l'eau de la régie nous oblige de prévoir une station de filtration et traitement pour la commune de Saint André de Sangonis en urgence.
Dans ce contexte et compte tenu de l'importance des investissements à venir une évolution du prix de l'eau est envisagée. L'idée de cette évolution tarifaire est aussi d'inciter à la préservation de la ressource en proposant d'offrir la gratuité de 15 premiers m³ consommés.
Il est envisagé d'augmenter le prix de l'eau de 6 % uniquement sur la part consommation sans modifier le tarif de l'abonnement. Par ailleurs, la mise en place de la gratuité sur 15 m3 permet de limiter la hausse pour les 2/3 des abonnés à l'eau qui consomme 100 m³ /an en moyenne.
Cette augmentation va permettre la poursuite d'un PPI à 3 M€/an pour l'eau et 3 M€/an pour l'assainissement.

2- La prospective 2024

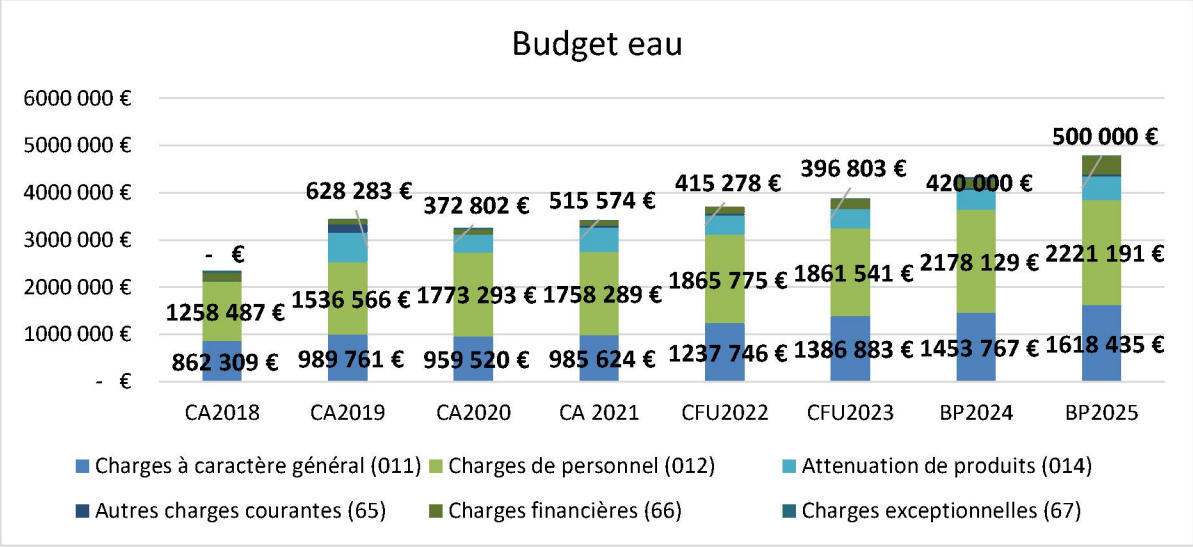
Les évolutions de dépenses pour 2024 intègrent une inflation moyenne de 6,5 %.

2.1 Evolution attendues des dépenses réelles de fonctionnement :

- Dépenses courantes (011) : La projection d'évolution des dépenses courantes de fonctionnement a été réalisée sur la base d'une évolution de 2,5 % et de 6 % pour les dépenses d'énergie.

- Masse salariale (012) : Le service de l'eau et de l'assainissement compte actuellement 42 agents. En prévision de la fin du contrat de DSP en décembre 2024, qui représentera 3 ETP, il est proposé dès 2024 l'embauche d'un ETP supplémentaire pour anticiper et préparer la reprise des équipements et de la facturation. La prospective d'évolution des dépenses du chapitre 012 a été fixée à 3 %.

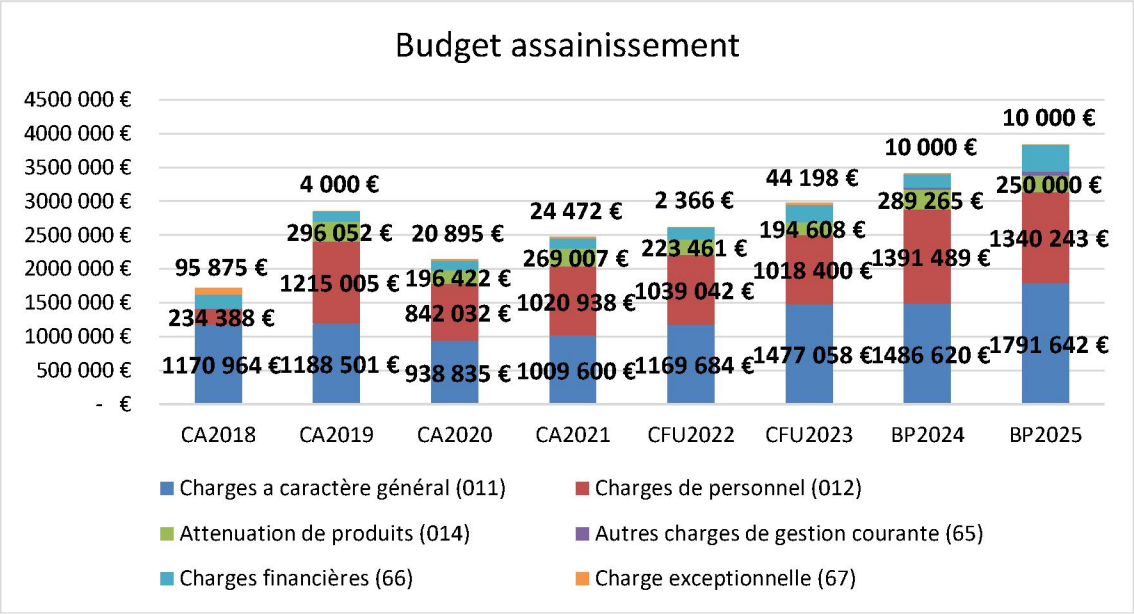
Eau potable - Evolution des dépenses réelles d'exploitation 2025 : *+23,54% par rapport au CFU 2023 et +10,70% par rapport au BP 2024*



Eau potable - Evolution prospective des dépenses d'exploitation

Assainissement - Evolution des dépenses réelles d'exploitation 2025 : *+28,82% par rapport au CFU 2023 et +12,72% par rapport au BP 2024*

		RETROSPECTIVE			PROSPECTIVE		
		2022	2023	2024 (BP)	2025	2026	2027
011	Charges à caractère général	1238	1 387	1 454	1 618	1 648	1 678
012	Charges de personnel	1866	1 862	2 178	2 221	2 298	2 367
014	Atténuation de produits	415	397	420	500	500	500
65	Autres charges de gestion courante	41	3	54	43	52	53
66	Charges financières	140	219	240	253	297	340
67	Charges exceptionnelles	43	16	50	14	10	10
68	Dot. sur amort., dep. et prov.		-	115	50	50	50
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	3743	3 882	4 511	4 700	4 847	4 990



Assainissement - Evolution prospective des dépenses d'exploitation

		RETROSPECTIVE			PROSPECTIVE		
		2022	2023	2024 (BP)	2025	2026	2027
011	Charges à caractère général	1 181	1 487	1 487	1 792	1 828	1 865
012	Charges de personnel	1 087	1 122	1 391	1 340	1 369	1 398
014	Atténuation de produits	223	195	289	250	250	250
65	Autres charges de gestion courante	1	1	37	54	55	56
66	Charges financières	180	250	275	200	239	279
67	Charges exceptionnelles	2	44	10	10	10	10
68	Dot. sur amort., dep. et prov.	-	-		50	50	50
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2 674	3 099	3 489	3 696	3 801	3 907

2.2 Evolution des tarifs

Le prix de l'eau n'est pas gelé, il suit l'actualité économique. Comme acté politiquement dès 2021, le rattrapage du prix de l'eau qui s'est engagé à partir de 2022 et arrivé à terme en 2024. A partir de 2025, l'objectif est d'appliquer, uniquement, une augmentation correspondant à l'inflation (2 %). Cette position doit être réactualisée en 2027, hors imprévus majeurs (casse importante, rupture d'approvisionnement, obligations réglementaires…) qui obligerait, le cas échéant, à augmenter le niveau de recettes, et donc le prix de l'eau, pour accélérer la mise en œuvre de nos opérations d'investissements. Ci-dessous sont déclinés les principes majeurs du tarif de l'eau :

- Une gratuité pour les 15 premiers m³
- Une augmentation **contenue à +2 %** et **uniquement** sur la consommation, soit 0,5 cts/m³ ou **+2 €** sur une facture moyenne de **120 m³** en 2025.
- **Pas d'augmentation** de l'abonnement.

- Un même niveau d'investissement de 3 M€ en Eau pour de la recherche et sécurisation et 3 M€ en Assainissement pour la rénovation des stations et des réseaux.
- Une augmentation du **catalogue des prix** de **+2%.**
- Une augmentation de la **P**articipation pour le **F**inancement de l'**A**ssainissement **C**ollectif (PFAC) de **+2 %.**

2.1 Evolution des recettes réelles de fonctionnement :

La prospective d'évolution des recettes se détermine d'une part en fonction de l'évolution du nombre d'abonnés et des volumes facturés et d'autre part en fonction de l'évolution du tarif de l'eau et de l'assainissement par année.
Le niveau des recettes attendues 2025 intègre une évolution du nombre d'abonnés de **+1 %/an** et un niveau de volume facturé de **+1 %/an**.
A noter que cette évolution correspond à un positionnement « prudent » établi sur la base des données de 2022 et 2023 qui montrent une évolution moins marquée de la population sur le territoire et donc du nombre d'abonnés. Ce choix a, de fait, un impact sur le niveau de recettes escomptées.

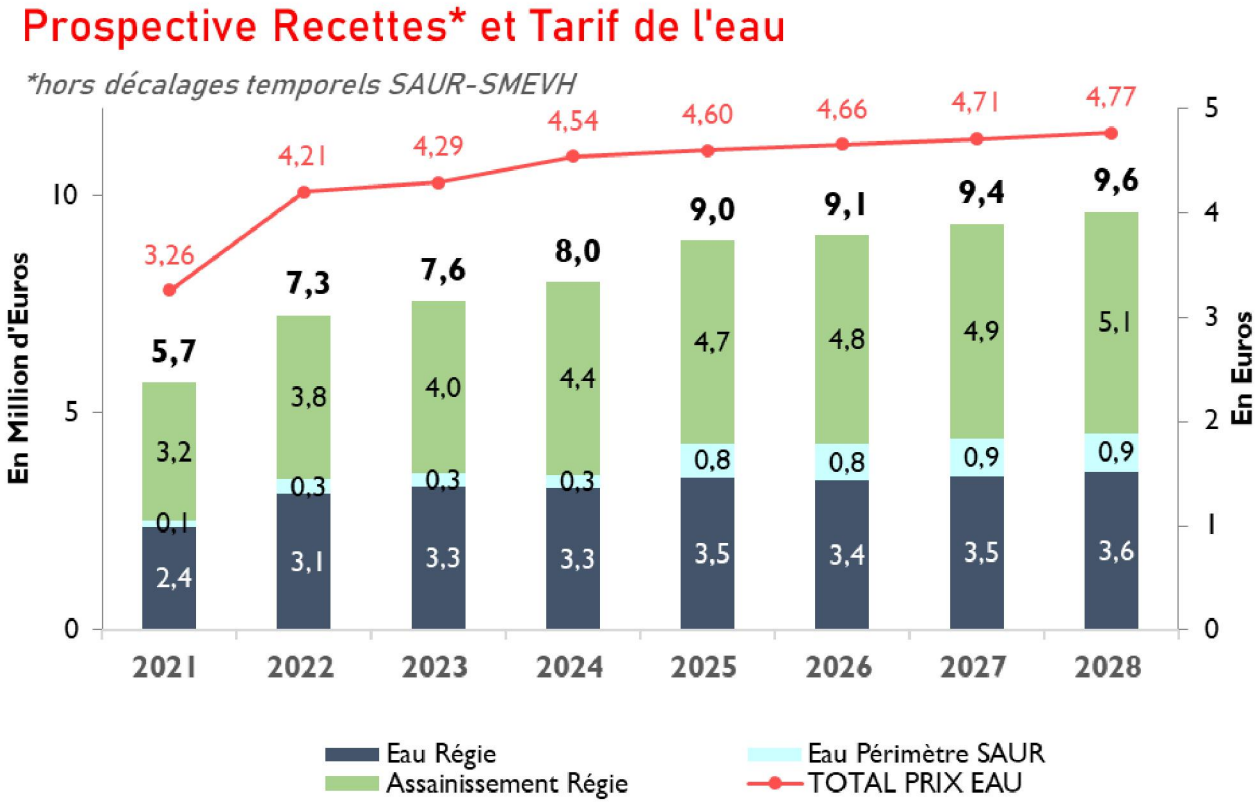
- Evolution du nombre d'abonnés et des volumes facturés pour **l'eau potable**

	Réalisé			**Projeté**		
	2022	2023	2024 (estimation)	2025	2026	2027
Nombre d'abonnés Régie	13833	13 970	14 110	14 251	14 465	14 682
Nombre d'abonnés DSP	3045	2 852	2 895	2 924	2 968	3 012
Volumes facturés Régies (m^3)	1 355 225	1 310 686	1 324 598	1 337 844	1 357 912	1 378 281
Volumes facturés DSP (m^3)	358 872	325 326	328 779	332 067	368 953	374 488

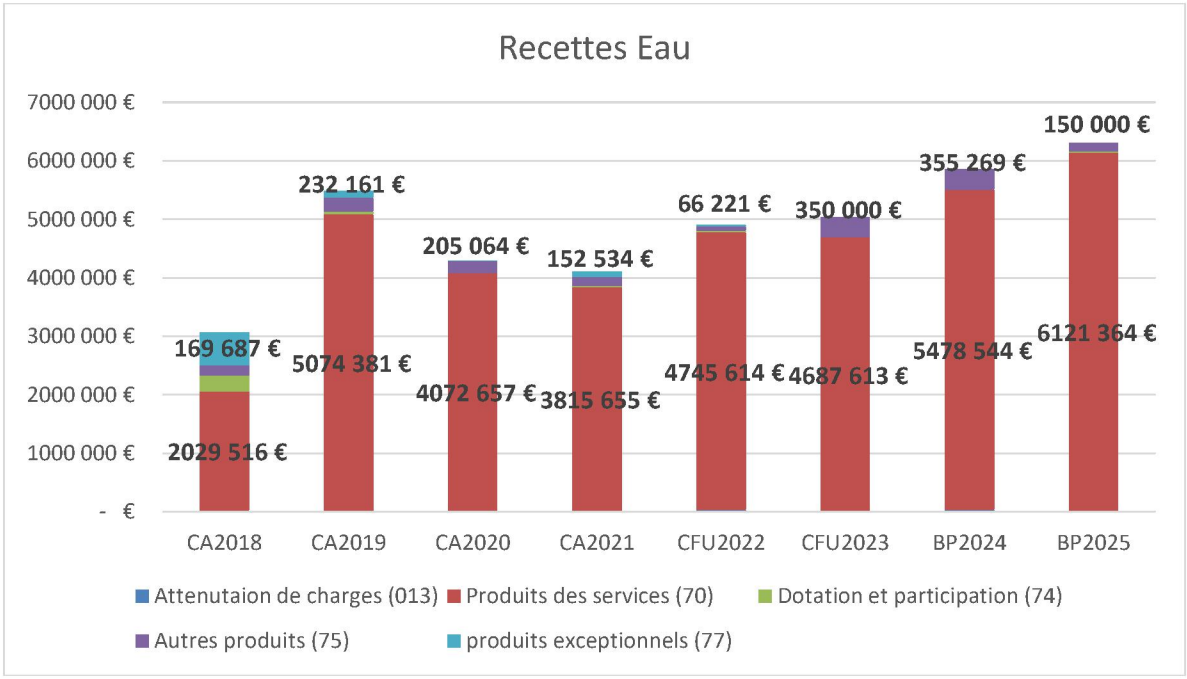
- Evolution du nombre d'abonnés et des volumes facturés pour **l'assainissement**

	Réalisé			**Projeté**		
	2022	2023	2024 (estimation)	2025	2026	2027
Nombre d'abonnés Régie	12 882	13 006	13 136	13 267	13 466	13 668
Nombre d'abonnés DSP	2 630	2 421	2 445	2 470	2 507	2 544
Nombre d'abonnés SMEVH	3 568	3 963	4 003	4 043	4 103	4 165
Volumes facturés (m^3)	1 809 168	1 713 746	1 742 156	1 759 577	1 785 971	1 812 760

- Evolution des recettes et des tarifs



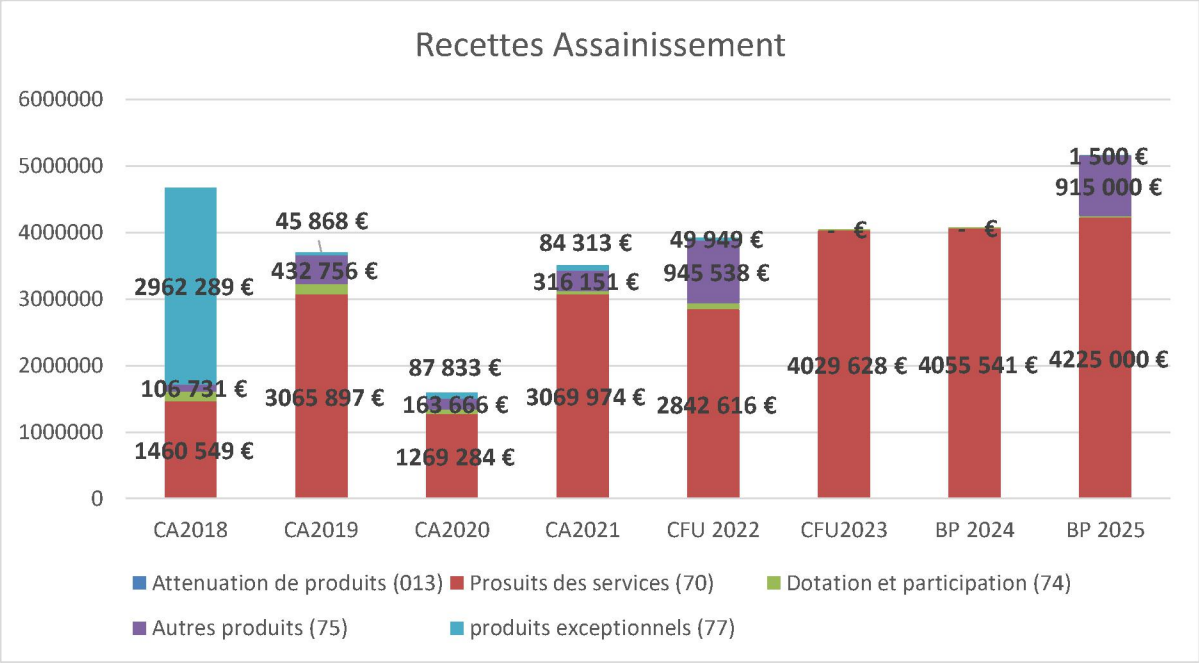
Eau potable - Evolution et composition des recettes réelles d'exploitation 2025 : +25,19% par rapport au CFU 2023 et +7,59% par rapport au BP 2024



Eau potable - Evolution prospective des recettes d'exploitation

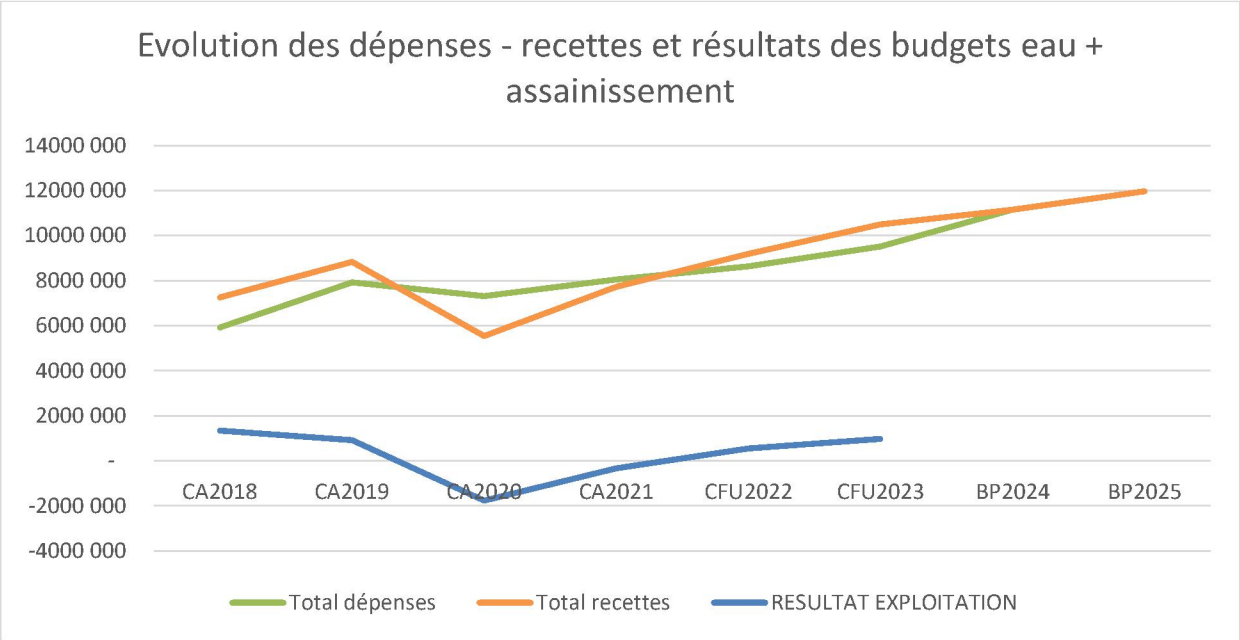
Désignation		RETROSPECTIVE		PROSPECTIVE		
		2023	2024 estimation	2025	2026	2027
70 Produits des services et domaine		**4 839**	**5 215**	**6 121**	**6 395**	**6 546**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	1 830	1 842	2 340	2 387	2 435
70118	Ventes d'eau autres	19	20	20	20	20
701241	Redevance pour pollution d'origine domestique	374	420	500	500	500
70128	Autres taxes et redevances	113	150	150	150	150
704	Travaux	271	279	350	374	401
7064	Location de compteurs	1 174	1 129	1 325	1 339	1 351
7087	Remboursements de frais	1 058	1 375	1 436	1 465	1 509
013 Atténuation de charges		**16**	**5**	**15**	**15**	**16**
74 Dotations, subventions et participations		**17**	**17**	**20**	**17**	**17**
75 Autres produits de gestion courante		**332**	**420**	**130**	**0**	**0**
77 Produits exceptionnels		**41**	**45**	**-**	**-**	**-**
RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**5 244**	**5 701**	**6 306**	**6 430**	**6 582**

Assainissement - Evolution et composition des recettes réelles d'exploitation 2025 : +27,46% par rapport au CFU 2023 et +26,65% par rapport au BP 2024



Evolution des dépenses et des recettes et du résultat d'exploitation des budget Eau et

assainissement :



3- En cours de la dette

ANNEES	ASSAINISSEMENT	EAU POTABLE	TOTAL
2018	4 595 668 €	6 799 292 €	11 394 960 €
2019	5 300 209 €	5 073 047 €	10 373 256 €
2020	8 085 907 €	7 720 479 €	15 806 386 €
2021	8 240 805 €	7 422 178 €	15 662 983 €
2022	9 856 489 €	8 920 531 €	18 777 020 €
2023	10 808 469 €	9 996 479 €	20 804 948 €
2024	13 209 240 €	13 372 328 €	26 581 568 €

4- La Programmation Pluriannuelle d'Investissement – Focus 2025 :

Le PPI de l'eau et de l'assainissement prévoit un même niveau d'investissement de 3 M€ /an.

Le Budget annexe AEP, dispose d'une Autorisation de Programme n° 2121020721, à 19 698 444 €.

Avec la répartition des Crédits de paiement suivants :

Numéro de l'Autorisation de Programme	Montant de l'Autorisation de Programme	Répartition des crédits de paiement (CP)					
		Consommé	**CP 2024 (*)**	**CP 2025 (**)**	**CP 2026**	**CP 2027**	**CP 2028**
2121020721	**19 698 444**	**6 689 018**	**4 630 877**	**3 558 365**	**2 545 092**	**2 545 092**	

(*) Il s'agit du montant inscrit au budget supplémentaire 2024.

(**) le montant inscrit est celui prévu au ROB, il pourra être modifié au vote du budget 2025.

Cela va permettre la réalisation des opérations suivantes :

1° La finalisation des opérations engagées en 2024 :

- Mise en terre en partie de l'interconnexion de secours de l'AEP Saint Bauzille/Le Pouget

2° Des opérations de recherche en eau ambitieuse et en adéquation avec le schéma directeur

- Un forage de reconnaissance sur Puéchabon
- L'équipement du forage des Planasses
- Un deuxième forage de reconnaissance sur la Boissière

3° Des infrastructures

- Réhabilitation de l'unité de traitement du DRAC

4° Des réseaux

- Le Pouget, route de Canet, rue Rossignol, avenue de la Terrasse
- Travaux rue du Château à Montarnaud

Pour le Budget annexe Assainissement, l'Autorisation de Programme n° 2222020721 compte un montant de 19 939 245 €. Avec la répartition des crédits de Paiements suivants :

Numéro de l'autorisation de Programme	Montant de l'Autorisation de Programme	Répartition des crédits de paiement (CP)					
		Consommé	**CP 2024(*)**	**CP 2025(**)**	**CP 2026**	**CP 2027**	**CP 2028**
2222020721	**19 939 245**	**7 909 227**	**3 536 007**	**3 222 620**	**2 635 696**	**2 635 695**	

(*) Il s'agit du montant inscrit au budget supplémentaire 2024.
(**) le montant inscrit est celui prévu au ROB, il pourra être modifié au vote du budget 2025.

Cela va permettre la réalisation des opérations suivantes :

1° Des infrastructures

- La Moe de l'extension de la STEU de Gignac
- La Moe de la STEU de Saint Jean de Fos
- Les Moe des STEU de Plaissan. La réalisation de la STEU d'Arboras

2° Des réseaux

- Montarnaud, rue des Vignes, avenue de Montpellier et rue du Château
- Le Pouget, route de Canet
- Plaissan, PR
-

FOCUS Budget annexe GEMAPI

Dès l'intégration au 1er Janvier2018, de la compétence GEMAPI, la CCVH s'est donnée les moyens de disposer :

- D'un plan de gestion sur la Lergue avec une DIG
- D'un plan de gestion sur l'Hérault avec une DIG
- D'un plan de gestion sur la Mosson avec une DIG (en cours d'enquête publique)
- D'un plan de gestion sur les affluents de l'Hérault et la DIG va être prochainement déposée
- Mais aussi d'une recette pour exécuter ces travaux au travers de la Taxe GEMAPI.

Le montant de la taxe GEMAPI devrait générer une recette de 375 K€. Le montant de la taxe est fixé à 8,50€ par habitant comme lors de la prise de compétence en 2018 constitue la seule recette du budget et permet de financer les dépenses de fonctionnement. Cette recette permet de couvrir les dépenses courantes d'entretiens (curage, enlèvements d'embacles…) et les salaires des agents.

Certains travaux sont réalisés en délégation de maitrise d'ouvrage pour le compte d'autre collectivité. L'obtention des DIG c'est fait en partenariat avec les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin :

- Du fleuve Hérault, le Syndicat mixte du bassin versant du fleuve Hérault : SMBFH
- Du Lez-Mosson le Syndicat mixte du bassin versant du Lez-Mosson : SYBLE

Sur le territoire de la CCVH, 594 K€ de travaux d'investissements inscrit dans une autorisation de programme sont prévus en 2025, cela concerne principalement :

- Afflunents du fleuve Hérault : gestion de la végétation de la ripisylve avec pour cette année des travaux de rattrapage d'entretien importants ;
- La gestion des zones humides : plan de gestion des prairies coulazou
- Etudes et modélisation hydraulique : Etude sur le Verdus

Ces travaux seront financés pour parti par virement de la section de fonctionnement, par des subventions de l'agence de l'eau et un emprunt pour le solde.

X. BILAN DU SCHEMA DE MUTUALISATION 2024

BILAN DU SCHEMA DE MUTUALISATION 2024

Depuis 2016, la CCVH met en œuvre un schéma de mutualisation des services, articulé autour de services « supports » partagés avec les communes membres. Une révision de ce schéma de mutualisation a été entreprise en 2021, sur la base des résultats d'une évaluation conduite en 2020.
Le nouveau schéma de mutualisation, adopté lors du Conseil communautaire du 13 décembre 2021, est effectif depuis le 1er avril 2022. Il est composé de 9 services présentés dans le tableau ci-dessous :

Service	**Nombre de communes adhérentes**[1]	**Objectifs**	**Missions/services proposés**
JURIDIQUE	7	Apporter une expertise juridique sur une problématique de droit rencontrée en vue d'aider les communes dans leurs prises de décision	- Traitement des demandes écrites adressées par les commune adhérentes (peuvent saisir le service deux fois par mois) - Diffusion de notes juridiques à l'ensemble des communes adhérentes
OBSERVATOIRE FISCAL	23	Permettre un suivi analytique du tissu fiscal territorial année par année ainsi qu'une optimisation des bases fiscales	- Vérification sélective des locaux - Préparation et animation des CCID - Assistance fiscale
INGENIERIE EN URBANISME	19	Développer une ingénierie de proximité en matière d'urbanisme, par l'intermédiaire d'une plateforme de services à disposition des communes	- Accompagnement à l'élaboration et/ou révision des documents d'urbanisme - Appui juridique à la prise de décision en commune - Ateliers d'urbanisme
ASSISTANCE MARCHES PUBLICS	13	Apporter une expertise sur la sécurisation administrative et juridique des marchés publics	Rédaction, passation et exécution de marchés publics
INGENIERIE FINANCIERE	11	Partager la connaissance des dispositifs d'aide et faciliter l'accès aux financements dont les financements européens, peu sollicités par les communes	3 niveaux d'accompagnement : - Guichet d'orientation vers les financements adaptés aux projets des communes - Appui/assistance aux agents des communes dans le montage des dossiers, jusqu'au dépôt - Montage du dossier de demande de subvention ou AAP, jusqu'au dépôt

[1] Nombre de communes adhérentes au 18/10/2024

GROUPEMENT DE COMMANDES	10	Permettre aux communes justifiant de besoins communs de se regrouper au sein du processus d'achat dans le but de réaliser des économies d'échelle.	Coordination et regroupement des achats principalement dans le domaine des fournitures courantes mais aussi dans tous les autres domaines éventuels
FORMATION PREVENTION	3	- Apporter une assistante technique aux communes en matière de formation - Mise en œuvre d'une démarche hygiène et sécurité.	- Formation : recensement et suivi des formations obligatoires selon les types de postes, décomptes DIF, recensement des besoins et organisation des formations du CNFPT en intra - Hygiène et sécurité : assistance pour l'élaboration des « documents uniques», les missions d'assistants de prévention, fiches de postes à risques, pharmacies de service, entrainement à l'usage des extincteurs, aux évacuations
INFORMATIQUE	18	- Apporter aux communes membres une assistance informatique de 1er niveau - mettre en œuvre un schéma informatique mutualisé et les projets informatiques en découlant (évolution des équipements)	- acquisition, déploiement et maintenance matériel, assistance technique et bureautique - création et animation du schéma directeur informatique mutualisé - conduite des projets informatique décidés par les communes concernées
OPERATIONS D'AMENAGEMENT	21	Accompagner le maître d'ouvrage pour la réalisation d'opérations, sur l'ensemble des domaines de construction (neuve ou réhabilitation) et d'infrastructure	- Analyse de la demande, définition du besoin et programmation - Montage financier de l'opération - Pilotage technique - Organisation des acteurs du projet - Commande de prestations - Préparation de l'exploitation de l'ouvrage

Comme chaque année, au moment du débat d'orientation budgétaire, un bilan service par service est dressé sur les actions mises en œuvre et les potentielles évolutions envisagées pour l'année suivante.

JURIDIQUE

7 COMMUNES ADHERENTES : ARGELLIERS ; CAMPAGNAN ; GIGNAC ; LE POUGET ; SAINT ANDRE DE SANGONIS ; SAINT PARGOIRE ; TRESSAN

I. Objectifs et contenu du service

Le service juridique commun est effectif depuis le 1er février 2016. Conformément aux termes de la convention de mutualisation afférente, chaque commune adhérente peut le saisir deux fois par mois sur demandes écrites. Le service a alors pour mission d'apporter une expertise juridique sur une problématique de droit rencontrée en vue d'aider les communes dans leurs prises de décision *(conseil juridique divers et précontentieux)*. Autrement dit, l'objectif du service juridique est, dans la mesure du possible, de proposer aux communes les meilleures solutions opérationnelles s'offrant à elles dans le

respect de la règlementation mais aussi de la volonté politique exprimée.
La gestion et le traitement des contentieux ne sont pas intégrés aux missions du service juridique.

II. Bilan des actions mises en œuvre

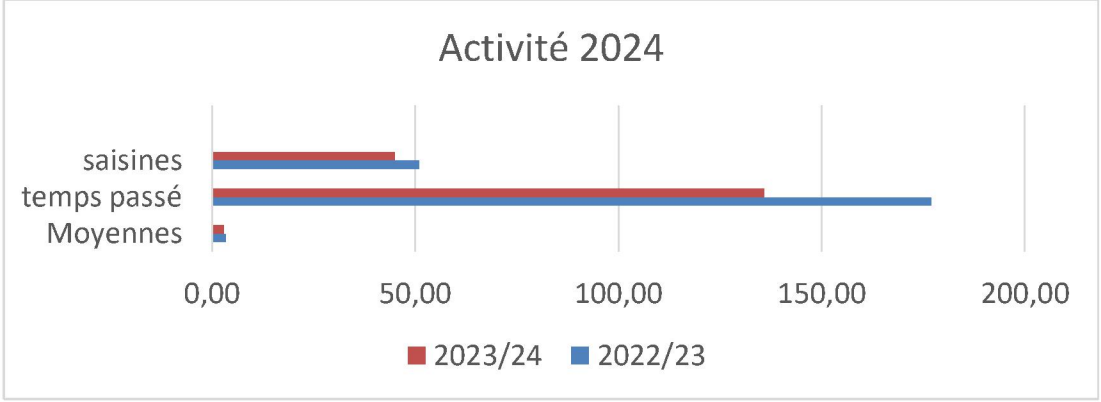
En février 2024, CAMPAGNAN a rejoint le service juridique commun, portant le nombre de communes adhérentes de 6 à 7.
Au 26 septembre 2024, il était totalisé 311 demandes, représentant 1251 heures de travail soit l'équivalent de 179 jours consacrés à la mutualisation depuis la mise en place du service commun.
45 saisines ont été comptabilisées sur l'année 2024.

	Types de saisine	2021/22	2022/23	2023/24
1	Notes avec préconisations	19	39	17
2	veille juridique	7	5	3
3	Questions réglementaires	7	3	17
4	Précontentieux	0	0	5
5	Relecture d'actes	0	1	0
6	Actes de gestion du service	3	3	2
Total		36	51	**45**

En 2024, les communes adhérentes ont continué à être destinataires de synthèses sur divers textes parus pouvant avoir un impact sur leur fonctionnement (actualités statutaires concernant la revalorisation des secrétaires de mairie, protection des maires et des élus locaux ..).
Comme l'année précédente, le service a fait face à plusieurs demandes nécessitant plus de temps que les 4h/dossier prévus initialement dans la convention.
Mais s'agissant à chaque fois de sujets structurants pouvant être utiles à l'avenir, ces temps pourront aisément être amortis sur le traitement de dossiers futurs.
Exemples de sujets traités :

- obligations de financement des élèves fréquentant la Calandreta de Gignac
- prévention du risque incendie
- OLD/alea feu
- légalité et conditions de la cession d'un terrain du domaine privé communal à un conseiller municipal
- finalisation de l'attribution d'une AOT …

On constate par ailleurs une augmentation des questions réglementaires simples nécessitant un temps de traitement relativement court (ex : modalités de la communication de son dossier à un agent, fréquence de remplacement des défibrillateurs …)
Enfin, s'agissant du temps de traitement moyen, celui reste relativement stable et conforme aux prévisions conventionnelles (3,01 h versus 3,47 h l'année précédente),



III. Orientations pour l'année 2024

- Poursuivre l'incitation des communes peu demandeuses à augmenter leurs saisines
- Poursuivre le partage des veilles juridiques

OBSERVATOIRE FISCAL

23 COMMUNES ADHERENTES : ANIANE, ARGELLIERS, BELARGA, CAMPAGNAN, GIGNAC, JONQUIERES, LA BOISSIERE, LAGAMAS, LE POUGET, MONTARNAUD, MONTPEYROUX, POUZOLS, PUECHABON, PUILACHER, ST-ANDRE-DE-SANGONIS, ST BAUZILLE DE LA SYLVE, ST GUILHEM LE DESERT, ST-JEAN-DE-FOS, ST PARGOIRE, ST PAUL ET VALMALLE, TRESSAN, VENDEMIAN

I. Objectifs du service

L'observatoire fiscal, en mettant à disposition des communes une expertise et un appui en matière de fiscalité, vise à permettre un suivi analytique du tissu fiscal territorial année par année ainsi qu'une optimisation des bases fiscales pour un meilleur dynamisme.
Le service porte deux missions :

- La mise à jour des assiettes fiscales
- L'assistance fiscalité

L'objectif est de faire correspondre la réalité des bases de la collectivité à celles dont dispose le cadastre et de rechercher des anomalies fiscales sur le territoire. Ainsi, l'observatoire fiscal intervient auprès des communes en matière de :

- Vérification sélective des locaux (VSL) :
  - Établissement de listes de locaux à vérifiés
  - Suivi des travaux auprès des services fiscaux
- Commissions Communales des Impôts Directs (CCID)
  - Préparation des CCID
  - Animation des CCID
- Assistance fiscale
  - Politique des taux
  - Étude d'impact sur des réformes à venir etc.

II. Bilan des actions mises en œuvre

Le travail de l'observatoire fiscal pour 2024 repose sur 3 grandes actions :

Préparation et animation des CCID (Commission Communale des Impôts directs)

Il est noté cette année une collaboration fructueuse entre le géomètre DDFIP, la CCVH et le service urbanisme des communes :

- Analyse sur la base de critères objectifs et avec des seuils de signification
- Echanges avec un géomètre du cadastre et le service urbanisme en amont de la réunion.
- Les anomalies remontées en CCID font l'objet d'une validation par le géomètre et par la commission
- Le PV est enrichi d'une présentation visuelle permettant de documenter le procès-verbal de la CCID
- La DDFIP s'engage à traiter la totalité des CCID

11 communes ont sollicité l'observatoire fiscal pour organiser leur CCID avec pour objectifs :

- Le signalement des anomalies à partir de la liste 41
- La remontée de changements dont l'administration fiscale n'aurait pas eu connaissance (notamment locaux de catégorie 7 et 8)
- La validation de l'évaluation d'office qui a été opérée sur les logements de catégorie 4,5 et 6 dépourvus d'éléments de confort basiques.

Traitement d'office des éléments de confort

- Nombre de locaux concernés sur la CCVH : 5 008
- Nombre de locaux concernés pour l'Observatoire Fiscal : 4 463
- Nombre de locaux traités par l'Observatoire Fiscal : 2 544 (dont 1886 en 2023 et 658 en 2024)
- Soit 57% des locaux de l'observatoire fiscal traité. Les locaux restants (1919) seront traités à l'échelle nationale
- L'impact financier pour l'ensemble des communes en 2024 s'élève 294 000€

Traitement des locaux de catégorie 7 et 8

- 957 locaux ont été traités pour 11 communes en 2024
- Une baisse de 12% des locaux de catégories 7 et 8 est enregistrée entre 2022 et 2024

III. Nouvelles entrées et/ou sorties de communes du service (le cas échéant)

En 2024 2 nouvelles communes ont rejoint le service, portant le nombre de communes adhérentes à 23.

IV. Orientations pour l'année 2025

Réflexion à engager sur le traitement des piscines (taxe d'aménagement) et des locaux professionnels

INGENIERIE EN URBANISME

19 COMMUNES ADHERENTES : ANIANE, ARGELLIERS, AUMELAS, BELARGA, CAMPAGNAN, GIGNAC, LA BOISSIERE, LE POUGET, MONTARNAUD, MONTPEYROUX, POUZOLS, PUECHABON, PUILACHER, ST-ANDRE DE SANGONIS, ST-BAUZILLE DE LA SYLVE, ST-JEAN-DE-FOS, ST-PARGOIRE, TRESSAN, VENDEMIAN

I. Objectifs du service

Développer une ingénierie de proximité en matière d'urbanisme, par l'intermédiaire d'une plateforme de services à disposition des communes pour :

- L'accompagnement à l'élaboration et/ou révision des documents d'urbanisme
- L'information thématique des élus
- La mise à disposition de documents
- La réflexion autour de la fiscalité de l'urbanisme
- Des outils d'aide à la décision

II. Bilan des actions mises en œuvre

THEMATIQUE 1 : Accompagnement sur le suivi des PLU

MISSIONS	En 2023	2024
Réunion PPA en commune	5 réunions PPA	1 réunion PPA
COPIL/COTECH	35 réunions	27 en CCVH 18 en commune 10 lien CCVH 10 mise à jour SIG
Critique de règlement / CPAUP	3 règlements	1 règlement
Outils de suivi des procédures PLU	Mise à jour couche SIG	Mise à jour PLU SIG Mise à jour ADS SIG
Réunions en interne pour formaliser les avis PPA	Procédure en visio à pérenniser	1 visio
Formalisation de rapport en tant que PPA	2 avis mails 1 délibération	1 avis PPA Donc 1 délibération

THEMATIQUE 2 : Appui juridique à la prise de décision en commune

MISSIONS	2023	2024
Grandes évolutions du contexte juridique.	Loi APER, entrée en vigueur du SCOT	Loi APER, loi ZAN, lien SRADDET, lien SCOT
Mise à jour : - 21 Fiches de procédures PLU en 2023 - 6 Fiches juridiques thématiques en 2023 - +2 en 2024 - +1 convention en cours en 2024 - Une 20aine de schéma de procédures en 2023	Mise à jour régulière	Mise à jour +2 fiches GRPD + 1 convention en cours
Points d'actualité ou nouvelles fiches	19 pt d'actualités	10 pt d'actualités

THEMATIQUE 3 : Ateliers d'urbanisme

MISSIONS	2023	2024
Atelier d'urbanisme	-	
Groupe de travail	5 en visio	4 en visio + 1 en présentiel

III. Orientations pour l'année 2025

➔ Thématique 1 : accompagnement sur le suivi des PLU

- Accompagner les communes dans la mise en compatibilité SCOT et ZAN des PLU.
- Une révision générale s'engage sur le Pouget.
- Continuer l'accompagnement de l'élaboration des PLU de 2 communes.
- Continuer l'accompagnement de l'évolution de PLU existant pour 7 communes.
- Accompagner 1 commune dans la création d'une ZAC (en s'y formant).
- Se mettre à disposition des communes qui souhaiteraient faire évoluer leur PLU.

➔ **Thématique 2 : appui juridique à la prise de décision**

- Continuer une veille juridique technique, dense et complexe.
- Proposer de nouvelles fiches au fur et à mesure des besoins + valider la convention GRPD

➔ **Thématique 3 : ateliers d'urbanisme**

- Proposer de nouveaux sujets en lien avec les demandes des communes.
- Poursuivre les groupes de travail sur un rythme bimensuel et un atelier présentiel par

ASSISTANCE MARCHES PUBLICS

13 COMMUNES ADHERENTES : ANIANE ; ARGELLIERS ; LA BOISSIERE ; LE POUGET ; MONTARNAUD ; PUILACHER ; SAINT-ANDRE DE SANGONIS ; SAINT-GUILHEM LE DESERT ; SAINT-JEAN DE FOS ; SAINT-PARGOIRE ; SAINT-SATURNIN ; TRESSAN ; VENDEMIAN

I. Objectifs du service

Le service « Assistance marchés publics » commun, formation restreinte du service marchés de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault, a pour mission d'apporter une expertise sur la sécurisation administrative et juridique des marchés publics.
Ce service est chargé d'assister les communes membres dans les domaines suivants :

- **La phase de passation :** aide à la rédaction des pièces, contrôle, lancement, publication, informations à communiquer, etc... jusqu'à la notification du marché
- **La phase d'exécution :** aide à la rédaction d'avenants et déclarations de sous-traitance

II. Bilan des actions mises en œuvre

En 2024, Saint-Pargoire a rejoint le service mutualisé, portant le nombre de communes adhérentes à 13. 12 procédures se sont achevées en 2024 ou sont en cours actuellement :

Aniane :

- *Nettoyage des locaux de l'école maternelle*
- *Livraison des repas aux restaurants scolaires (marché relancé)*
- *Signalétique*
- *Acquisition d'un camion benne (en cours de publication)*

La Boissière :

- *Livraison des repas aux restaurants scolaires*

Le Pouget :

- *Mise en place d'un système de vidéoprotection (relance)*
- *Révision générale du PLU (en cours de publication)*

Puilacher :

- *Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un groupe scolaire*

Saint Guilhem le Désert :

- *Etude de faisabilité sur le Musée de Gellone (en cours de publication)*
- *Restructuration du Théatre de Verdure (rédaction du DCE en cours)*

Saint Jean de Fos :

- *Construction du restaurant scolaire*

Saint Pargoire :

- *Livraison des repas aux restaurants scolaires*

INGENIERIE FINANCIERE

11 COMMUNES ADHERENTES : ARGELLIERS ; BELARGA. LA BOISSIERE ; LE POUGET ; PUILACHER ; SAINT-GUILHEM LE DESERT ; SAINT-SATURNIN ; TRESSAN ; VENDEMIAN ;

I. Objectifs du service

Le service « Ingénierie financière » commun, formation restreinte du service Prospective de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault, a pour missions de partager la connaissance des dispositifs d'aide et de faciliter l'accès aux financements dont les financements européens, peu sollicités par les communes.
Suite à une sollicitation de la commune pour un projet donné, trois niveaux d'accompagnement sont proposés :

1. Guichet d'orientation vers les financements adaptés aux projets des communes
2. Appui/assistance aux agents des communes dans le montage des dossiers, jusqu'au dépôt : l'agent monte le dossier en s'appuyant sur le savoir-faire du service (plan de financement, rétro planning, règlement d'aide, délais…)
3. Montage du dossier de demande de subvention ou AAP, au même niveau que le travail réalisé pour les dossiers CCVH, et assistance à l'agent de la commune pour déposer le dossier.

II. Bilan des actions mises en œuvre

4 communes ont sollicité le service :

- Argelliers a saisi le service le 29 juin 2023. Le projet en question portait sur la rénovation de l'ancienne école afin d'y installer les locaux de la mairie et la bibliothèque ainsi que l'aménagement de l'ancienne cour. L'accompagnement proposé relevait d'une niveau 3. 11heures ont été passées sur ce dossier en 2024, s'ajoutant aux 12 heures passées en 2023.

- Le Pouget a saisi le service le en décembre 2023 pour un accompagnement de niveau 3 concernant 2 opérations : la « maison Sauvy » et la « restructuration de l'école et de la cantine ». 7,5 heure ont été passées en 2024.

- La Boisssière a sollicité le service en février 2024 pour un accompagnement de niveau 1 : Eclairage public (passage en LED) – Passage en LED de la Mairie, école et équipements sportifs – Isolation de l'école (combles, extérieur, menuiseries) et détartrage des réseaux d'eaux et pose de deux « Aquabion » dans l'école + la cantine. 2 heures ont été consacrées aux recherches de financement.

- Saint Guilhem le Désert **:** a saisi en octobre 2023 le service pour l'opération « Théâtre de Verdure » et pour l'opération « Gellone 2050 » (réunion à venir). Il s'agit d'un accompagnement de niveau 2 ayant totalisé 4 heures de travail.

GROUPEMENT DE COMMANDES

10 COMMUNES ADHERENTES : ARBORAS ; BELARGA ; CAMPAGNAN ; JONQUIERES ; LA BOISSIERE ; POUZOLS ; SAINT-ANDRE DE SANGONIS ; SAINT-JEAN DE FOS ; SAINT-PAUL ET VALMALLE ; TRESSAN

I. Objectifs du service

Permettre aux communes justifiant de besoins communs de se regrouper au sein du processus d'achat dans le but de réaliser des économies d'échelle.
Ce service est chargé des domaines suivants :

- Recensement des besoins des communes et de la CCVH sur des thématiques non prises en charge par d'autres services mutualisés susceptibles de permettre des économies d'échelle
- Etude de faisabilité sur les thématiques identifiées (besoins de chaque commune, diagnostic de l'existant, analyse des factures, consultation des entreprises, étude de gains potentiels…)
- Réalisation des groupements de commandes : coordination des délibérations, animation d'une CAO Ad hoc, suivi de l'exécution des groupements, rédaction des pièces administratives (marchés, PV…)

II. Bilan des actions mises en œuvre

Un questionnaire a été envoyé aux communes adhérentes pour recenser les besoins 2023. 8 communes ont répondu sur les 11 communes adhérentes ;
Il ressort de l'analyse du questionnaire qu'aucune piste ne peut à ce jour être retenue car :

- Les pistes les plus plébiscitées le sont par maximum 4 communes
- Les montants des dépenses annuelles varient fortement d'une commune à l'autre
- À l'exception de St André, ce sont essentiellement des petites communes de – de 1000 habitants qui ont répondu

Aucune piste de groupement ne pouvant être retenue, il a été décidé en 2024 de changer le mode de financement du service qui sera désormais refacturé à l'acte en fonction des groupements réellement effectués.

FORMATION - PREVENTION

3 COMMUNES ADHERENTES : GIGNAC, LE POUGET, MONTARNAUD

I. Objectifs du service

Le service « formation-prévention » commun, formation restreinte du service Ressources Humaines de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault, a pour mission d'apporter une assistante technique aux communes en matière de formation et de mise en œuvre d'une démarche de prévention, hygiène et sécurité.
Ce service est chargé des domaines suivants :

- **Formation** :
  - Accompagnement des communes pour l'élaboration de leur plan de formation : état des lieux, recensement des besoins, organisation et suivi des formations obligatoires/statutaires (habilitations électriques, préparation à l'examen AIPR…)
  - Mise en place d'un parcours de formation pour les managers (Itinéraire management)
- **Prévention** : Assistance à l'élaboration du Document Unique et à l'évaluation des risques professionnels, partage de procédures (ex : alerte météo/covid…)

II. Bilan des actions mises en œuvre

Formation

Un recensement des besoins a été réalisé en début d'année 2024. 30 demandes de formations ont été formulées par les communes. 16 actions ont été réalisées au 30 septembre 2024, d'autres actions sont à venir d'ici la fin de l'année (cf tableau ci-dessous).

ACTIONS COLLECTIVES PROPOSEES EN JANVIER 2024	TYPE	Demandes formulées en fév 24	Communes	Actions réalisées (bilan oct 24)	Nbre de stagiaires	Communes
La relation entre usagers des services déchets et propreté urbaine	Union CNFPT	2	Le Pouget	Les 1 et 2 octobre 2024	2	Le Pouget
		4	Gignac		0	
SST initial - 1 session	Interne / mutualisation	6	Montarnaud	Les 3 et 4 juin 2024	5	Montarnaud
		1	Le Pouget		0	
La signalisation temporaire de chantier	Union CNFPT	1	Le Pouget	Les 16 et 17 septembre 2024	2	Montarnaud
		1	Gignac		1	Gignac
Habilitation électrique initial	Interne / mutualisation	2	Le Pouget	Les 25 et 26 avril 2024	1	Le Pouget
PSC1 - 4 sessions	Interne / mutualisation	1	Le Pouget	Les 28 mars, 31 mai, 8 novembre, 10 décembre 2024	1	Le Pouget Inscription à venir pour novembre et
HACCP (hygiène alimentaire)	Union CNFPT	1	Le Pouget	Le 29 octobre 2024	1	Inscription en cours
Les techniques de créativité pour dynamiser un groupe	Union CNFPT	3	Montarnaud	Du 12 au 14 novembre 2024	3	Inscription en cours
Excel niveau 2	Union CNFPT	1	Le Pouget	Les 4 et 5 juillet et les 4 et 5 décembre 2024	0	Inscription en cours
Gestes et postures pour le personnel technique	Interne / mutualisation			Les 4 et 11 décembre 2024		Inscription en cours
Travail en hauteur - port du harnais	Interne / mutualisation	1	Le Pouget	Formation à venir sur 2024 ou 2025	0	Inscription en cours
CACES (conduite d'engins)	Interne / mutualisation					Inscription en cours
AIPR initial	Interne / mutualisation					Inscription en cours
AIPR recyclage	Interne / mutualisation					Inscription en cours
Gestes qui sauvent - 4 sessions	Interne / mutualisation	1	Le Pouget	Formation annulée par manque de participants	0	
Cycle formation management dont le management en situation de télétravail	Interne / mutualisation	2	Montarnaud	Projet reporté en 2025	0	
La gestion de projet	Interne / mutualisation	1	Montarnaud	Cahier des charges en cours	0	
Gestes et postures pour le personnel administratif	Interne / mutualisation			Pas organisé		
Sécurité incendie	Interne / mutualisation	2	Le Pouget	Pas organisé		
Sensibilisation aux enjeux de l'égalité entre les femmes et les hommes	Interne / mutualisation	0			0	
Habilitation électrique recyclage	Interne / mutualisation					
TOTAL AGENTS		30			16	

Prévention

Aucune commune n'a sollicité le service pour un accompagnement en matière de prévention.
Le dossier partagé a été régulièrement alimenté et actualisé :

- Présentation du Document Unique (PPT)
- Document unique de la CCVH (anonymisé)
- Note explicative CCVH aux agents sur la démarche de lancement du Document Unique
- Evaluation des risques professionnels – Document unique – Ministère de la jeunesse et de l'éducation
- 30 fiches d'évaluation des risques professionnels (par typologie : accueil du public, maintenance des bâtiments, …) réalisées par le CIG Grande Couronne

III. Orientations pour l'année 2025 :

Formation

- Les collectivités peuvent informer le service de leurs souhaits de formations d'ici janvier 2025
- Un recensement des besoins de formations sera dans tous les cas réalisé – à retourner pour février 2025
- Les formations seront mises en œuvre tout au long de l'année 2025

Prévention

- Alimentation et actualisation régulière du dossier partagé
- Planification des accompagnements à la mise en place du DUERP avec les communes intéressées
- Echanges avec les communes pour accompagnements et partage d'expériences sur les dispositifs CCVH (vigilance météo, boitiers DATI, étude ergonomique poste de travail informatique,…)
- Programmation d'une réunion semestrielle

INFORMATIQUE

18 COMMUNES ADHERENTES : ARGELLIERS, BELARGA, CAMPAGNAN, GIGNAC, JONQUIERES, LA BOISSIERE, LE POUGET, MONTARNAUD, MONTPEYROUX, POUZOLS, PUECHABON, PUILACHER, ST-ANDRE DE SANGONIS, ST-GUIRAUD, ST-JEAN-DE-FOS, ST-PARGOIRE, ST-PAUL-ET-VALMALLE, TRESSAN

I. Objectifs du service

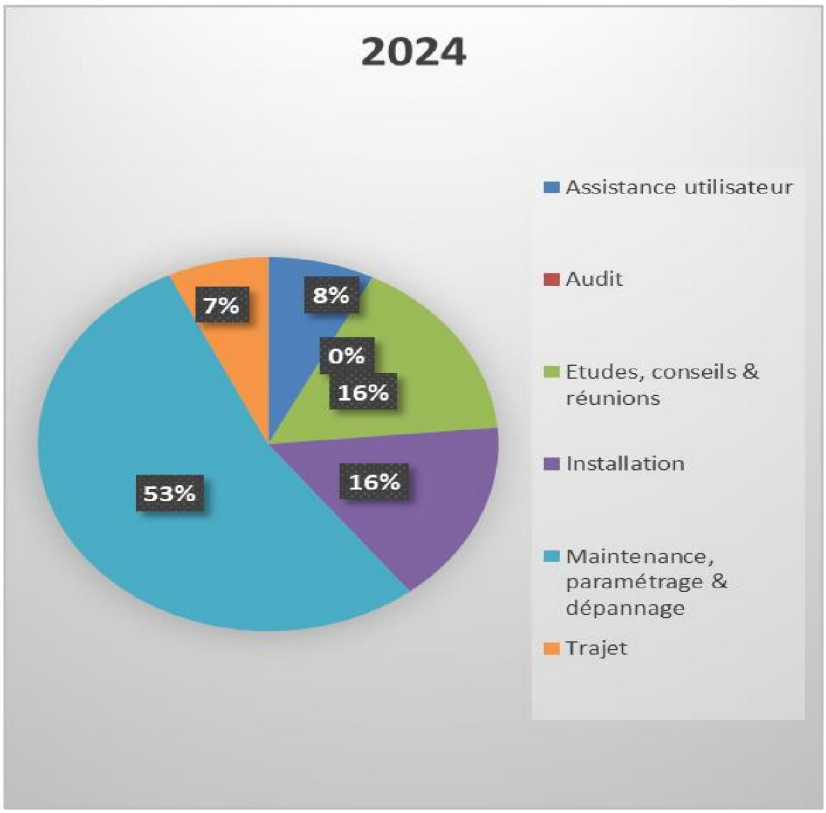
- L'amélioration et la rationalisation des investissements dans les domaines :
  - Des télécommunications et services associés
  - Des matériels de reprographies et services associés
  - Du parc informatique matériel et services associés
  - Du parc informatique logiciel et services associés
- La création de services à destination des communes dont
  - Une assistance informatique de 1er niveau articulée autour de :
    - L'acquisition et le déploiement et la maintenance du matériel
    - L'assistance technique et bureautique aux utilisateurs
- Une conduite de projet qui se décline en la création et l'animation du schéma directeur informatique mutualisé et la conduite des projets informatique en découlant décidés par les communes concernées

II. Bilan des actions mises en œuvre

L'activité du service en 2024 s'est traduite par :

- 128 Tickets (208 en 2023)
- 251 Interventions (427 en 2023)
- 305 heures passées sur la mutualisation (439 en 2023)

Les activités ont consisté principalement en de la maintenance, paramétrage et dépannage.



Le marché reprographie a concerné en 2024 6 copieurs sur un parc global de 76 machines (45 copieurs traités depuis le lancement du marché en 2021).

III. Orientations pour l'année 2025 :

- Renouvellement du marché reprographie
- Poursuite des missions d'assistance, dépannage, installation, conseils et réunions.

OPERATIONS D'AMENAGEMENT

20 COMMUNES ADHERENTES : ANIANE, ARBORAS, ARGELLIERS, GIGNAC, JONQUIERES, LA BOISSIERE, LAGAMAS, LE POUGET, MONTARNAUD, MONTPEYROUX, POUZOLS, PUECHABON, PUILACHER, ST-ANDRE DE SANGONIS, ST BAUZILLE-DE-LA-SYLVE, ST-GUIRAUD, ST-PARGOIRE, ST-PAUL-ET-VALMALLE, ST-SATURNIN DE LUCIAN, TRESSAN, VENDEMIAN

I. Objectifs du service

Assistance technique dans deux domaines (construction ou infrastructure) pour le compte des communes ayant délibéré en faveur de ce service mutualisé.
Le service vise à accompagner le maître d'ouvrage tout au long de la réalisation de l'opération, la commune conservant l'ensemble de son pouvoir de décision pour opérer les différents choix et gérer l'opération, en se faisant aider et conseiller :

- Analyse de la demande, définition du besoin et programmation,
- Montage financier de l'opération,
- Pilotage technique,
- Organisation des acteurs du projet,
- Commande de prestations
- Préparation de l'exploitation de l'ouvrage

II. Bilan des actions mises en œuvre

4 opérations sont en cours ou ont été finalisées en 2024 pour le compte des communes :

- La requalification du boulevard Louis Marres sur la commune d'Aniane en phase travaux – finalisée en septembre 2024
- La requalification de la rue du foyer communale sur la commune de Jonquières en phase travaux – finalisée en juillet 2024
- La construction du groupe scolaire de Puilacher en phase étude – concours de maîtrise d'œuvre
- La requalification de la Place du Planol sur la commune de Jonquières en phase étude – avant projet

Un volume facturé d'environ 950 000 € HT en 2024
Un volume de travaux correspondant à des études 2021/2022

III. Orientations pour l'année 2025

- Formaliser la prise en charge de l'opération « Mairie d'Arboras »
- Formaliser l'accompagnement sur les travaux de rénovation énergétique de l'école de La Boissière en interface avec les services d'Hérault Energie